



La performance économique des exploitations laitières françaises face à une éventuelle baisse du prix du lait

Vincent Chatellier

► **To cite this version:**

Vincent Chatellier. La performance économique des exploitations laitières françaises face à une éventuelle baisse du prix du lait. 2002. hal-02826729

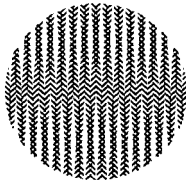
HAL Id: hal-02826729

<https://hal.inrae.fr/hal-02826729>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



INRA

Unité Mixte de Recherche
Economie - Droit Rural et Agro-Alimentaire
UMR-EDRA - Nantes



**La performance économique des exploitations laitières françaises
face à une éventuelle baisse du prix du lait :**

Analyse à partir du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) 2000

Vincent CHATELLIER

INRA - UMR EDRA - Rue de la Géraudière - BP 71627 - 44316 Nantes – France
Tel : (00-33) 2-40-67-51-72 / Fax : (00-33) 2-40-67-50-74 / Email : vchatel@nantes.inra.fr

ONILAIT – Commission conjointe Production / Marchés

Paris – 18 avril 2002

*Travail réalisé dans le cadre d'un contrat avec l'ONILAIT
et du programme ARPENT INRA – Région des Pays de la Loire*

SOMMAIRE

Introduction	1
1- Outils et méthode	2
1-1- Une valorisation des données du RICA 2000	2
1-2- Une typologie (dite « SEB2 ») pour identifier les combinaisons productives	2
1-3- Une classification en cinq classes dites de « performances économiques »	4
1-4- Une hypothèse de baisse de prix du lait de 10%	8
2- Principaux résultats	8
2-1- Près de la moitié des exploitations laitières sont petites ou assez fortement diversifiées	9
2-2- Des écarts de performances économiques importants entre exploitations laitières	11
2-3- Des exploitations laitières fragiles dans chaque système de production	12
2-4- Un cinquième de la production nationale de lait est le fait de sociétés performantes	13
2-5- Des exploitations performantes avec un quota laitier modeste	15
2-6- Des exploitations laitières performantes dans toutes les régions, y compris en montagne	17
Conclusion	19
Références bibliographiques	20
Annexes	21
Annexe 1 : Les exploitations laitières françaises selon les valeurs déciles des quatre ratios	22
Annexe 2 : Performances économiques des exploitations de chaque bassin	26
Annexe 3 : Impact d'une baisse du prix du lait et évolution des aides directes	30

Introduction

La maîtrise des volumes de production instaurée avec les quotas laitiers en 1984 et les mécanismes de prix garantis permettent aux exploitations laitières européennes de bénéficier d'un cadre politique relativement stabilisé. La limitation quantitative de l'offre et l'augmentation de la productivité du travail ont conduit à une forte diminution du nombre de producteurs et à une diversification des exploitations (viande bovine, céréales, hors sol). L'évolution du secteur laitier s'est également caractérisée par une baisse significative du nombre de vaches laitières (sous l'effet de l'augmentation des rendements laitiers), par une amélioration de la qualité du lait, par une valorisation accrue des produits *via* les industries de transformation et par le développement rapide des formes sociétaires. Le mouvement de concentration géographique de la production laitière a été moins rapide en France que dans la plupart des pays du nord de l'Union européenne. Cela s'explique par l'inexistence d'un marché des droits à produire (Boinon 2000) et par l'attribution gratuite, aux producteurs jugés prioritaires (jeunes agriculteurs et éleveurs situés en zone de montagne), des références laitières dégagées par les cessations d'activité (Barthélémy et David 1999). La politique nationale d'accompagnement des départs à la retraite a néanmoins entraîné une restructuration rapide du secteur (ONILAIT 1999). Celle-ci n'a cependant pas provoqué un mouvement d'homogénéisation des structures : la diversité des systèmes de production et les écarts de performances économiques sont toujours très importants.

Suite aux mesures prises lors du conseil européen de Berlin (Commission européenne 2000), de nombreuses incertitudes pèsent actuellement sur l'avenir du mode de régulation de l'Organisation Commune de Marché (OCM) du lait. La Commission européenne et les Etats membres réfléchissent à l'opportunité de supprimer les quotas laitiers pour renforcer la compétitivité de l'Union sur les marchés mondiaux et répondre aux attentes de certains Etats membres maintenus dans une situation de sous-approvisionnement. Les décideurs français et une grande majorité d'éleveurs se montrent favorables au maintien d'une politique de contingentement, cette position étant contraire à celle développée dans certains pays du nord (Royaume-Uni, Suède, Danemark). Les droits à produire et la gestion départementale de leur affectation permettent, selon eux, de garantir une répartition territoriale équilibrée de l'offre et le maintien en activité d'exploitations économiquement fragiles ou de dimension économique modeste. Dans un contexte où la croissance des flux internationaux de produits laitiers a peu profité à l'Union au cours des dix dernières années (Institut de l'Elevage 2001), les quotas garantissent également une bonne maîtrise des dépenses budgétaires (les dépenses relatives à l'OCM lait représentent désormais moins de 7% du budget du FEOGA).

Une réflexion sur l'avenir de l'OCM lait implique une connaissance précise de la réalité structurelle, économique et financière du secteur productif, ceci afin de mieux appréhender la capacité d'adaptation des différentes catégories d'exploitations laitières et leurs positionnements relatifs face à une éventuelle libéralisation accrue du secteur : baisse du prix d'intervention partiellement compensée par des aides directes, suppression des quotas avec pression à la baisse sur le prix du lait (Gohin et Guyomard 2001). Dans ce sens, il est proposé, en s'appuyant sur les données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) de 2000, de rendre compte des écarts de performances économiques entre les exploitations laitières françaises et de mesurer l'impact d'une baisse non compensée du prix du lait sur le résultat courant. Pour ce faire, cette analyse propose une méthode de classification des exploitations selon cinq classes de performances économiques, combinées avec différents autres paramètres (systèmes de production, niveau de quota laitier, statut juridique, localisation).

1- Outils et méthode

Les principaux choix opérés sur le plan méthodologique concernent l'outil statistique de référence, l'identification de différentes cases typologiques, le mode de détermination des classes de performances économiques et l'ampleur de la baisse de prix du lait à tester.

1-1- Une valorisation des données du RICA 2000

Parmi les différents outils statistiques construits pour être représentatifs de l'agriculture, le RICA est le seul, harmonisé au niveau des quinze États membres, qui donne conjointement des informations détaillées sur la structure (superficie, cheptel), les résultats économiques (production, consommations intermédiaires, subventions, revenus) et la situation financière des exploitations agricoles. Reposant sur la base d'un règlement communautaire, le RICA est une enquête réalisée chaque année, depuis plus de trente ans, dans tous les États membres.

Le RICA de 2000 comporte un échantillon de 7 540 exploitations agricoles. Chaque exploitation de l'échantillon est dotée d'un coefficient de pondération permettant de représenter, *in fine*, un univers global de 384 900 exploitations agricoles. Ce coefficient, qui varie d'une exploitation à l'autre, est déterminé par calage avec l'Enquête Structure sur la base de trois critères : la région, l'orientation technico-économique et la dimension économique (mesurée par la Marge Brute Standard¹). Contrairement au Recensement de l'Agriculture (RA) et aux Enquêtes Structures, l'univers RICA ne couvre pas l'intégralité des exploitations agricoles mais seulement celles qualifiées de « professionnelles ». Sont considérées comme telles, les exploitations agricoles ayant plus de 8 UDE de marge brute standard et plus de 0,75 unité de travail agricole. L'univers RICA représente 60% de l'ensemble des exploitations agricoles identifiées dans le recensement agricole mais 90% des superficies agricoles et 95% de la marge brute standard. Les exploitations laitières dites « non professionnelles » étant peu nombreuses, le taux de représentation du RICA est supérieur à 90%.

1-2- Une typologie (dite « SEB2 ») pour identifier les combinaisons productives

Les exploitations dites « laitières » correspondent, ici, à l'ensemble des exploitations agricoles ayant plus de cinq vaches laitières. Ce choix se différencie des approches privilégiant la nomenclature européenne par orientations technico-économiques (OTEX n°41 « Bovins lait » et OTEX n°43 « Bovins lait, élevage et viande »). Il permet de regrouper en un seul type l'intégralité de production nationale de lait et donne un poids relatif plus élevé au secteur laitier dans l'agriculture (tableau 1).

Les 116 900 exploitations productrices de lait, ainsi identifiées, représentent 30% des exploitations agricoles françaises et l'intégralité du quota laitier (contre 18% de l'effectif et 60% du quota pour les unités de l'OTEX n°41). Elles détiennent 29% des emplois agricoles, 33% de la superficie agricole utile et 58% du cheptel bovin (déterminé en Unités Gros Bétail). Avec 33% de la production agricole (exprimée en valeur) et 26% des aides directes, elles réalisent 32% du résultat courant.

¹ La marge brute standard (MBS) d'une exploitation correspond à une estimation de sa valeur ajoutée potentielle. Elle est déterminée en appliquant des coefficients, variables selon les régions, aux unités physiques de production (superficie et cheptel). La MBS se mesure en Unité de Dimension Economique (1 UDE = 1 200 euros).

Tableau 1 : Poids des exploitations laitières dans l'agriculture française (en %)
 - Analyse selon la définition de population des « exploitations laitières » -

	Exploitations de l'OTEX n°41	Exploitations des OTEX n°41 et n°43	Exploitations ayant plus de 5 vaches laitières
Exploitations agricoles	18%	21%	30%
Quota laitier	60%	68%	100%
Vaches laitières	63%	70%	100%
UGB bovines	34%	41%	58%
Emplois agricoles	16%	19%	29%
Superficie agricole utile	16%	20%	33%
Superficie fourragère	30%	37%	50%
Superficie de maïs fourrage	47%	55%	83%
Superficie COP	7%	8%	23%
Production agricole	16%	19%	33%
Aides directes	11%	14%	26%
Résultat courant	17%	20%	32%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

La répartition des exploitations laitières selon différents systèmes de production est réalisée au moyen d'une typologie élaborée dans le cadre d'une collaboration avec l'ONILAIT². Intitulée « SEB2 » (Système d'Élevage Bovin), cette typologie est construite à « dire d'expert » sur la base de trois critères : la dimension économique de l'exploitation, son orientation technico-économique (OTEX) et la composition de son cheptel. Trois grandes catégories sont ainsi identifiées :

1) **Les petites exploitations laitières** : il s'agit des unités ayant une marge brute standard inférieure à 30 Unités de Dimension Economique.

2) **Les exploitations laitières spécialisées** : il s'agit des unités ayant une marge brute standard supérieure à 30 UDE et qui se retrouvent dans les OTEX n°41 (Bovins lait) et n°43 (Bovin lait, élevage et viande). Cette catégorie est scindée en trois systèmes de production : les unités très spécialisées (celles relevant de l'OTEX n°41) ; les unités lait-viande avec vaches allaitantes (celles relevant de l'OTEX n°43 et ayant plus de cinq vaches allaitantes) ; les unités lait-viande sans vaches allaitantes (celles relevant de l'OTEX n°43 et ayant moins de cinq vaches allaitantes).

3) **Les exploitations laitières diversifiées** : il s'agit des unités ayant une marge brute standard supérieure à 30 UDE et qui n'appartiennent pas aux OTEX n°41 et n°43. Quatre systèmes de production sont identifiés. Les exploitations avec élevage et cultures : celles relevant des OTEX n°60 (polyculture), n°71 (polyélevage à orientation herbivores) et n°81 (grandes cultures et herbivores) ; Les exploitations avec hors sol : celles relevant des OTEX n°50 (granivores) et n°72 (polyélevage à orientation granivores) ; Les exploitations avec grandes cultures : celles relevant des OTEX n°13 et 14 (céréales et grandes cultures). Les exploitations ayant une autre diversification (ensemble des autres).

² Une autre méthode de segmentation de l'univers a été envisagée dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut de l'Élevage. Cette typologie dite « SEB 1 » permet de répartir les exploitations laitières au regard de trois indicateurs : la composition du cheptel ; la localisation géographique (plaine / montagne) et le système fourrager. Elle n'est pas présentée dans ce document.

Tableau 2 : Répartition des exploitations laitières et du quota laitier selon la typologie SEB2

	Echantillon	Univers RICA		Quota laitier	
	RICA	Nombre	%	Millions T	%
<u>Petites</u>	<u>177</u>	<u>15 800</u>	<u>14%</u>	<u>1,4</u>	<u>6%</u>
<u>Spécialisées</u>	<u>1 265</u>	<u>67 300</u>	<u>57%</u>	<u>15,0</u>	<u>63%</u>
- Très spécialisées	1 066	57 500	49%	13,3	56%
- Lait viande avec vaches allaitantes	147	7 300	6%	1,1	5%
- Lait viande sans vaches allaitantes	52	2 500	2%	0,5	2%
<u>Diversifiées</u>	<u>872</u>	<u>33 800</u>	<u>29%</u>	<u>7,5</u>	<u>31%</u>
- Elevage et cultures	658	25 700	22%	6,1	26%
- Hors - sol	96	3 300	3%	0,7	3%
- Grandes cultures	79	2 700	2%	0,5	2%
- Autres	39	2 000	2%	0,2	1%
Ensemble	2 314	116 900	100%	24,0	100%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Les petites unités représentent 14% de l'ensemble des exploitations laitières pour 6% du quota laitier (tableau 2). Les unités spécialisées assurent 63% de la référence laitière avec un peu plus de la moitié de l'effectif. Près du tiers de la production nationale de lait est le fait d'unités diversifiées.

1-3- Une classification en cinq classes dites de « performances économiques »

Les recherches menées sur les agriculteurs en difficulté financière ont souligné l'ampleur des différences de résultats économiques entre les entreprises agricoles. Ces différences, cumulées sur plusieurs années, se traduisent par des situations financières contrastées, avec une forte rentabilité pour certaines et un état proche de la défaillance pour d'autres (Blogowski *et al* 1995). En économie de marché, la performance économique d'une entreprise agricole mesure sa capacité à affronter la concurrence des autres unités produisant les mêmes biens (Beynet 1998). Elle est toujours relative aux résultats obtenus par les autres entreprises, voisines ou non géographiquement, mais présentes sur le même marché européen. Cette capacité concurrentielle, qui évolue dans le temps en fonction des innovations mises en œuvre et des investissements réalisés, traduit à la fois l'efficacité technique de l'entreprise et son positionnement tant à l'achat de ses intrants qu'à la vente de ses produits.

Une méthode de classification des exploitations laitières françaises selon cinq classes de « performances économiques » est proposée dans le cadre de cette étude. Elle utilise les quatre ratios suivants :

*** Le ratio d'efficacité productive ($R1 = \text{Valeur ajoutée brute} / \text{Production agricole}$) :**

La valeur ajoutée brute correspond à la différence entre la valorisation de la production et le coût des consommations intermédiaires (encart 1). Ce ratio permet de rendre compte de l'efficacité interne du système de production. Il permet de distinguer les exploitations qui dégagent une valeur ajoutée brute en ayant un volume de production important de celles qui obtiennent la même valeur ajoutée brute avec un volume de production plus réduit (Kroll 1999). Dans l'hypothèse d'une baisse des prix, les agriculteurs seraient plus fragilisés et donc moins compétitifs dans le premier cas.

* **Le ratio du service de la dette sur l'excédent brut d'exploitation ($R2=Annuités/EBE$)** : Cet indicateur mesure la capacité d'une entreprise à faire face à la charge de sa dette. Plus que le seul montant des frais financiers, qui indique le coût de la rémunération du capital emprunté, celui du service de la dette (frais financiers à court et long terme + remboursement du capital des emprunts de plus d'un an) prend en compte l'ensemble des charges de la dette que les exploitations doivent financer à partir de l'excédent brut.

* **Le résultat net par unité de travail agricole familial ($R3=RNE/UTAF$)** : Cet indicateur est déterminant pour la pérennité des entreprises agricoles. Tout agriculteur cherche à le maximiser ou à l'optimiser en fonction de ses propres besoins et des perspectives qu'il donne à son entreprise. Aussi, le revenu (revenu net d'exploitation ou revenu disponible) a toujours été au cœur des analyses économiques menées en agriculture (Blanc et Cahuzac 2000). Il sert même de référence pour l'attribution de certaines aides publiques (exemple : le versement de la seconde tranche de la dotation aux jeunes agriculteurs est conditionné par un niveau minimum de revenu).

* **Le ratio de l'autofinancement net rapporté à l'actif total du bilan ($R4=AFN/TB$)** : Cet indicateur mesure la capacité d'une entreprise à autofinancer de nouveaux investissements. Indépendant des conventions comptables relatives au calcul des amortissements, l'autofinancement net prend en compte la rémunération réelle du travail de l'exploitant et de sa famille, mesurée par le montant des prélèvements privés (comprenant les charges sociales de l'exploitant et les prélèvements familiaux).

Encart 1 : Définition des soldes intermédiaires de gestion

Production agricole (nette des achats d'animaux)

- Consommations intermédiaires
- Loyers fermages
- Assurances
- + Rabais, ristourne et remises

= Valeur ajoutée brute (VAB)

- Impôts et taxes
- Charges de personnel
- + Remboursement forfaitaire TVA
- + Subventions d'exploitation
- + Indemnités d'assurance

= Excédent brut d'exploitation (EBE)

- Dotations aux amortissements
- Charges financières
- + Transfert de Charges
- + Autres produits de gestion courante
- + Produits financiers

= Résultat Courant avant impôts (RCAI)

- Cotisations sociales de l'exploitant

= Résultat net d'exploitation (RNE)

Annuités = Frais financiers + remboursement du capital des emprunts (long et moyen terme)

Autofinancement net (AFN) = EBE – Annuités – Charges sociales de l'exploitant – Prélèvements familiaux

Sources : Plan comptable agricole

Elaborée à dire d'experts et construite pour être d'utilisation simple et facilement accessible par les organisations professionnelles agricoles³, la typologie proposée tente de concilier la pertinence des ratios avec leur caractère usuel. Le ratio d'efficacité productive a été retenu car les analyses discriminantes prenant en considération plusieurs dizaines d'indicateurs font très souvent ressortir sa pertinence pour expliquer les écarts de revenu. L'indicateur de revenu s'est imposé par la fréquence de son utilisation, notamment dans les analyses de groupe réalisées par les centres de gestion. L'indicateur d'autofinancement s'est révélé indispensable afin d'apprécier l'ajustement entre les résultats, les prélèvements familiaux et la trajectoire qui en résulte (croissance ou décapitalisation des exploitations). Le ratio « annuités / EBE » a été ajouté afin de mieux identifier, parmi les exploitations à faible performance économique, celles qui le sont, à court terme, suite à une situation financière dégradée, de celles qui le sont à long terme pour des raisons structurelles.

Tableau 3 : Valeurs déciles des quatre ratios pour les exploitations laitières françaises

	Valeur Ajoutée brute / Production (%)	Annuités / EBE (%)	Résultat net / UTA familial (euros)	Autofinancement net / Actif total (%)
Décile 1	16,3%	3,8%	1 820	-6,7%
Décile 2	23,2%	13,3%	4 960	-3,4%
Décile 3	27,8%	20,6%	7 410	-1,3%
Décile 4	30,8%	26,5%	9 840	0,2%
Décile 5 (médiane)	34,1%	31,3%	12 050	1,5%
Décile 6	36,9%	37,3%	14 120	3,1%
Décile 7	39,7%	42,6%	16 990	4,7%
Décile 8	43,4%	50,2%	20 540	6,6%
Décile 9	49,3%	64,1%	25 750	9,5%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Chaque exploitation (j) obtient une note (N_j) correspondant à la somme des notes (n_{ij}) situant l'exploitation (j) par rapport à la médiane (M) de chacun des quatre ratios (r_i). La note est égale à zéro quand la position est défavorable (n_{ij} = 0 si r_{ij} ≤ M_{ri}) et égale à un quand elle est favorable (n_{ij} = 1 si r_{ij} > M_{ri})⁴. La valeur médiane des quatre ratios, déterminée ici sur l'ensemble des exploitations laitières (tableau 3), est la suivante : Mr₁ = 34,1% ; Mr₂ = 31,3% ; Mr₃ = 12 050 euros ; Mr₄ = 1,5%. Un cumul des notes (N_j = ∑ n_{ij}) est réalisé pour chaque exploitation ce qui permet d'identifier cinq classes dites de performances économiques.

³ Cette méthode de classification a été récemment appliquée aux données du Centre de Gestion de Savoie, dans le cadre des travaux conduits par le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) des Alpes du Nord.

⁴ Pour l'indicateur de charge de la dette (Annuités / EBE), la position favorable de l'entreprise correspond à une note inférieure à la médiane (n_{ij} = 1 si r_{ij} < M_{ri}).

- **"Très Faible"** : pour les quatre ratios, l'exploitation est en position défavorable par rapport à la valeur médiane du groupe d'appartenance [Nj = 0].
- **"Faible"** : pour trois des quatre ratios, l'exploitation est en position défavorable par rapport à la valeur médiane du groupe d'appartenance [Nj = 1].
- **"Moyenne"** : pour deux des quatre ratios, l'exploitation est en position favorable par rapport à la valeur médiane du groupe d'appartenance [Nj = 2].
- **"Elevée"** : pour trois des quatre ratios, l'exploitation est en position favorable par rapport à la valeur médiane du groupe d'appartenance [Nj = 3].
- **"Très Elevée"** : pour les quatre ratios, l'exploitation est en position favorable par rapport à la valeur médiane du groupe d'appartenance [Nj = 4].

La répartition des exploitations laitières entre les cinq classes de performances économiques est relativement équilibrée (tableau 4). Dans l'hypothèse d'une parfaite indépendance entre les quatre ratios sélectionnés, la méthode de classification retenue aurait théoriquement dû conduire à ce que seulement 6,25% des exploitations soient affectées dans les deux classes extrêmes et 37,5% dans la classe intermédiaire. Pour permettre de mieux saisir l'ampleur des écarts de performances économiques, il sera fréquemment fait référence dans les analyses aux deux classes extrêmes.

Tableau 4 : Répartition des exploitations laitières selon les cinq classes de performances économiques

	Distribution théorique		Distribution réelle	
	Nombre	%	Nombre	%
Très Faible	7 300	6,25%	20 900	17,8%
Faible	29 200	25,00%	23 800	20,4%
Moyenne	43 800	37,50%	26 100	22,3%
Elevée	29 200	25,00%	26 800	22,9%
Très Elevée	7 300	6,25%	19 400	16,6%
Ensemble	116 900	100,00%	116 900	100,0%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

L'écart entre distribution théorique et distribution observée traduit l'existence d'interrelation entre les quatre ratios mobilisés. L'analyse de corrélation, conduite sur le champ des exploitations laitières, montre l'existence d'une liaison assez forte entre efficacité productive et revenu (tableau 5). Elle est, en revanche, moins intense pour la plupart des autres combinaisons étudiées.

Pour apporter des éléments de réflexion sur la typologie employée, une caractérisation des exploitations laitières selon les valeurs déciles de chacun des quatre ratios est proposée dans l'annexe 1. Une répartition des exploitations laitières de chaque décile selon les cinq classes de performances économiques est également réalisée. Ceci permet par exemple de montrer que 7% exploitations à haut niveau de revenu (deux derniers déciles) ont une performance économique jugée « Faible » (annexe 1-c).

Tableau 5 : Corrélation entre les quatre ratios (calcul sur le champ des exploitations laitières)

	Valeur ajoutée brute / Production (%)	Annuités / EBE (%)	Résultat net / UTA familial (F)	Autofinancement net / Actif total (%)
Valeur ajoutée brute / Production (%)	1,00	0,18	0,39	0,20
Annuités / EBE (%)	0,18	1,00	0,22	0,02
Résultat net / UTA familial (F)	0,39	0,22	1,00	0,17
Autofinancement net / Actif total (%)	0,20	0,02	0,17	1,00

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

La performance économique est appréciée en terme relatif, ce qui implique une grande prudence dans l'interprétation des résultats. Il ne peut en aucun cas être considéré que les unités les moins performantes ne sont pas aptes à se pérenniser. De même, il serait parfaitement risqué de considérer que les unités jugées très performantes seraient toutes capables d'affronter une baisse substantielle des prix. La pérennité d'une exploitation n'est pas uniquement liée à la structure de son compte de résultat ou de son bilan. Elle dépend également d'autres facteurs importants non pris en compte ici tels que, par exemple, l'existence de ressources extérieures à l'activité agricole (travail du conjoint, double-activité), la durabilité de l'entente entre associés, les maladies survenant dans le cheptel (ESB, fièvre aphteuse).

1-4- Hypothèse d'une baisse du prix du lait de 10%

Pour tenter d'appréhender la fragilisation économique potentielle des exploitations qu'entraînerait une libéralisation du secteur laitier (suppression des quotas, baisse des droits de douane, etc), il est proposé de mesurer l'effet sur le résultat courant avant impôt d'une baisse non compensée du prix du lait payé aux producteurs de 10%.

Ce taux de réduction est pris à titre d'exemple pour le calcul. Dans la perspective d'un ajustement entre prix d'intervention et prix de marché, il est proche de ce qui pourrait survenir avec les mesures prises dans l'accord de Berlin pour la période 2005-2008 (Blanc *et al* 2000) : diminution de 15% du prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait écrémé compensée à hauteur de 50 à 60% par l'octroi de paiements compensatoires, versés en fonction du quota (Colson, Chatellier, 1999). Il est, en revanche, inférieur à ce qui prévaudrait dans une situation de suppression des quotas laitiers (avec un maintien des dispositifs de protection aux frontières). Selon l'Organisation de Coopération de Développement Economique (OCDE 1999) et le *Food and Agricultural Policy Research Institute* (FAPRI 1998), la baisse du prix du lait pourrait alors atteindre, selon eux, respectivement 25% et 18% au sein de l'Union européenne. Il est également inférieur à ce qui serait nécessaire pour parvenir à un alignement du prix européen sur les prix observés dans les principaux pays exportateurs (Australie, Nouvelle-Zélande).

Une baisse du prix du lait de 10% entraînerait une diminution moyenne du résultat courant des exploitations laitières françaises de 23%. La compensation intégrale de cette baisse de prix par des paiements compensatoires (annexe 3-e) exigerait, au niveau national, une enveloppe de 0,79 milliards d'euros (soit une augmentation équivalente à 10% de l'ensemble des aides directes versées à l'agriculture française en 2000).

2- Principaux résultats

Du fait des écarts de performances économiques et de la forte hétérogénéité des structures, les exploitations laitières françaises ne sont pas toutes capables d'affronter, avec la même force, la réforme prévue dans le cadre de l'Agenda 2000 ou une libéralisation accrue du marché des produits laitiers (Guesdon *et al* 2001). La répartition des 116 900 exploitations laitières selon les cinq classes de performances économiques permet d'illustrer, d'une certaine manière, cette situation.

2-1- Près de la moitié des exploitations laitières sont petites ou assez fortement diversifiées

Les 15 800 petites unités ont une forte spécialisation en production laitière (les trois quart du chiffre d'affaires proviennent du lait). Extensives et de statut individuel, elles représentent un tiers des exploitations laitières de montagne. Avec un quota laitier limité et un faible taux d'endettement, elles dégagent un résultat courant moyen de 13 500 euros (tableau 6). Les aides directes, qui proviennent pour moitié des mesures liées au développement rural (indemnités compensatoires de handicaps naturels et primes au maintien des systèmes d'élevage extensif), représentent, avant la mise en œuvre d'Agenda 2000, 47% du résultat courant. Malgré une bonne valorisation des produits laitiers dans certaines zones (Jura, Alpes, etc...), le ratio d'efficacité productive (« valeur ajoutée / production agricole ») n'est que légèrement supérieur à la moyenne des exploitations laitières.

Tableau 6 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières françaises
– Analyse selon les systèmes de production (typologie SEB2) -

	Petites	Spécialisées				Diversifiées					Total
		Très spécialisées	Lait viande avec VA	Lait viande sans VA	Total	Elevage et cultures	Hors sol	Grandes cultures	Autres	Total	
Nombre d'exploitations agricoles	15 800	57 500	7 200	2 500	67 300	25 700	3 300	2 800	2 000	33 800	116 900
Unités de travail agricole	1,3	1,72	1,85	1,57	1,73	2,05	2,22	2,17	2,12	2,08	1,77
- dont UTA salariés	0,01	0,08	0,08	0,1	0,08	0,21	0,35	0,44	0,22	0,24	0,12
Marge brute standard (en UDE)	22	62	70	71	63	99	113	134	75	102	69
UGB herbivores	31	79	118	92	83	77	55	52	66	72	73
Vaches laitières	18	42	29	36	41	39	33	27	22	37	36
Quota laitier (kg)	91 700	231 700	155 400	209 400	222 600	238 100	211 700	174 800	119 700	223 300	205 100
UGB herbivores / Ha de SFP	1,19	1,51	1,54	1,81	1,52	1,73	1,78	1,72	1,43	1,71	1,55
Superficie agricole utile (ha)	33	66	97	74	70	102	51	145	63	99	73
- dont SCOP (ha)	4	13	20	23	14	55	20	102	13	53	24
Production agricole totale (euros)	38 200	109 000	109 700	118 700	109 400	158 300	282 600	177 200	113 600	169 200	117 100
- dont % de la production laitière	74%	71%	46%	60%	68%	49%	25%	30%	35%	43%	58%
Aides directes (euros)	6 400	13 500	23 700	16 900	14 700	27 300	13 700	42 100	17 200	26 600	17 000
Excédent brut d'exploitation (euros)	20 700	50 500	54 900	50 800	51 000	70 400	89 400	80 700	50 100	71 900	52 900
Résultat courant avant impôt (euros)	13 500	28 500	32 500	26 800	28 900	37 700	41 200	38 500	24 600	37 400	29 300
Aides directes / Résultat courant (%)	47%	47%	73%	63%	51%	72%	33%	109%	70%	71%	58%
Taux d'endettement général (%)	16%	35%	33%	51%	35%	41%	57%	43%	34%	42%	37%
Valeur ajoutée / Production (%)	38%	35%	29%	30%	34%	30%	30%	27%	32%	30%	33%
Annuités / EBE (%)	21%	33%	31%	43%	33%	36%	51%	41%	39%	39%	35%
RNE / UTAF (euros)	8 200	13 200	13 800	13 500	13 300	15 100	17 800	15 700	9 600	15 000	13 400
AFN / Actif total (%)	2,6%	2,2%	1,5%	-0,1%	2,0%	1,3%	1,6%	0,1%	-0,7%	1,1%	1,7%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-2 830	-7 760	-5 000	-7 060	-7 430	-7 800	-6 990	-5 260	-3 930	-7 280	-6 770
- soit en % du résultat courant	-21%	-27%	-15%	-26%	-26%	-21%	-17%	-14%	-16%	-19%	-23%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Les 67 300 unités spécialisées relèvent pour 35% d'entre elles d'une structure sociétaire et sont localisées pour 77% en plaine. Elles ont, en moyenne, 70 hectares, 222 600 kg de quota et bénéficient d'un niveau d'intensification des superficies fourragères inférieur à celui observé dans la plupart des pays d'Europe du Nord. Avec une production agricole provenant pour les deux tiers de l'activité laitière, elles dégagent un résultat courant de 28 900 euros. Les 57 500 unités très spécialisées se distinguent des autres unités par un quota laitier plus important. Du fait de leur niveau élevé de spécialisation pour l'activité laitière, elles sont particulièrement sensibles aux fluctuations du prix du lait. Dans l'hypothèse où celui-ci baisserait de 10%, ces exploitations subiraient une baisse moyenne de leur résultat courant de 27% (soit - 7 760 euros).

Les 42 100 exploitations laitières diversifiées ont une plus forte mobilisation de main d'œuvre, une plus grande dimension économique et un niveau plus élevé d'intensification que les unités spécialisées. Relevant pour la moitié d'entre elles de formes sociétaires, elles sont localisées essentiellement en plaine. En étant plus endettées et moins efficaces dans la valorisation des consommations intermédiaires, elles dégagent un résultat net par emploi familial comparable à celui des unités spécialisées. Elles sont, en revanche, moins sensibles (proportionnellement au revenu) à une baisse non compensée du prix du lait. Les 3 300 exploitations laitières diversifiées vers les activités hors sol ont une marge brute standard élevée, un endettement conséquent et un résultat courant supérieur aux autres catégories (41 200 euros ou 22 000 euros par emploi familial). Avec en moyenne 145 hectares (dont 30% de surfaces fourragères), les 2 800 exploitations diversifiées en grandes cultures sont très dépendantes des aides directes.

Dans l'hypothèse d'une baisse du prix du lait payé aux producteurs équivalente à 10% (tableau 7), la réduction du résultat courant serait, à structure et productivité constantes, supérieure à 30% pour un tiers des exploitations laitières françaises et inférieure à 10% pour seulement 9% d'entre elles.

Tableau 7 : Distribution (cumulée) des exploitations laitières selon la typologie SEB 2 et la variation de résultat courant induite par une baisse de 10% du prix du lait

Variation de revenu induite par une baisse du prix du lait de 10%	Petites	Spécialisées				Diversifiées					Total
		Très spécialisées	Lait viande avec VA	Lait viande sans VA	Total	Elevage et cultures	Hors sol	Grandes cultures	Autres	Total	
> 100%	2%	4%	3%	2%	3%	2%	4%	0%	0%	2%	3%
> 50%	13%	15%	7%	7%	14%	7%	7%	6%	1%	7%	11%
> 30%	29%	39%	17%	29%	36%	26%	16%	9%	22%	23%	32%
> 20%	47%	74%	30%	70%	69%	52%	36%	29%	33%	47%	60%
> 10%	91%	96%	74%	92%	94%	89%	75%	57%	71%	84%	91%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

La sensibilité à la baisse de prix est forte au sein de chaque case typologique de la typologie SEB2. La baisse de résultat courant est supérieure à 30% pour 36% des exploitations laitières très spécialisées et pour 29% des petites unités. L'impact est également non négligeable pour une part importante des exploitations diversifiées.

2-2- Des écarts de performances économiques importants entre exploitations laitières

L'analyse des caractéristiques structurelles des exploitations laitières françaises réparties selon les cinq classes de performances économiques montre l'existence d'écarts relativement limités en termes d'emploi, de marge brute standard, de superficie agricole et de quota laitier (tableau 8). Dans ce sens, la méthode proposée se distingue assez nettement des approches basées sur le seul indicateur de revenu, plus fortement relié à la dimension économique (annexe 1-c). Les exploitations des différentes classes ont, en moyenne, une production agricole (exprimée en valeur), une spécialisation pour l'activité laitière et un montant d'aides directes assez comparables. Elles bénéficient pourtant de résultats économiques très fortement contrastés.

Tableau 8 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières françaises

- Analyse selon les cinq classes de performances économiques -

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée
Nombre d'exploitations agricoles	20 900	23 800	26 100	26 800	19 400
Unités de travail agricole	1,77	1,72	1,79	1,80	1,79
- dont UTA salariées	0,15	0,11	0,12	0,12	0,07
Marge brute standard (en UDE)	71	68	69	68	66
UGB herbivores	75	72	72	72	76
Vaches laitières	35	35	37	36	39
Quota laitier (kg)	193 100	195 700	206 800	208 800	222 400
UGB herbivores / Ha de SFP	1,57	1,58	1,52	1,56	1,50
Superficie agricole utile (ha)	77	72	73	72	72
- dont SCOP (ha)	28	24	24	24	19
Production agricole totale (euros)	110 700	114 100	116 300	122 300	121 400
- dont % de la production laitière	54%	55%	59%	57%	63%
Aides directes (euros)	17 900	16 500	16 600	18 400	15 500
Excédent brut d'exploitation (euros)	37 500	44 700	52 800	61 600	67 600
Résultat courant avant impôt (euros)	11 700	21 300	28 200	38 500	46 600
Aides directes / Résultat courant (%)	153%	78%	59%	48%	33%
Taux d'endettement général (%)	48%	42%	36%	32%	24%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	27%	33%	37%	44%
Annuités / EBE (%)	64%	46%	37%	26%	17%
RNE / UTAF (euros)	3 330	9 100	12 500	18 400	22 400
AFN / Actif total (%)	-4,8%	-1,0%	2,3%	4,2%	7,5%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-6 030	-6 300	-6 800	-7 020	-7 700
- soit en % du résultat courant	-52%	-30%	-24%	-18%	-17%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Les 20 900 unités ayant une performance économique jugée « Très Faible » sont pénalisées par une efficacité productive réduite et un endettement important. Avec un résultat net par emploi familial quasiment nul et une capacité d'autofinancement négative, elles seraient très fortement pénalisées par une baisse du prix du lait de 10% (la baisse de revenu est, dans ce cas, estimée à 6 030 euros ou 52%). Les 19 400 unités les plus performantes se trouvent dans une situation beaucoup plus confortable pour faire potentiellement face à une réduction du soutien interne (suite aux futures négociations multilatérales) ou à une baisse du prix du lait. Ceci est d'autant plus vrai qu'elles seraient très vraisemblablement les premières bénéficiaires de la restructuration induite.

Tableau 9 : Distribution (cumulée) des exploitations laitières selon les classes de performances économiques et la variation de résultat courant induite par une baisse de 10% du prix du lait

Variation de revenu induite par une baisse du prix du lait de 10%	Classes de performances économiques					Ensemble
	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	
> 100%	11%	4%	1%	0%	0%	3%
> 50%	35%	16%	8%	1%	0%	11%
> 30%	62%	51%	31%	13%	2%	32%
> 20%	77%	78%	65%	46%	32%	60%
> 10%	84%	92%	94%	93%	89%	91%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Dans l'hypothèse d'une baisse du prix du lait payé aux producteurs de 10% (tableau 9), la diminution induite de résultat courant serait supérieure à 30% pour 62% des exploitations très faiblement performantes et pour 3% des unités très performantes.

2-3- Des exploitations laitières fragiles dans chaque système de production

La répartition des exploitations laitières et de la production nationale de lait dans une grille typologique croisant systèmes de production (typologie SEB2) et classes de performances économiques permet d'appréhender, d'une certaine manière, la fragilité potentielle de certaines catégories de structures à une baisse du prix du lait. Les deux classes inférieures de performances regroupent 35% de la production nationale de lait (exprimée en valeur) contre 43% pour les deux classes supérieures (tableau 10).

Tableau 10 : Répartition des exploitations laitières et de la production laitière (en valeur)

- Analyse selon le système de production et les cinq classes de performances économiques -

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
<i>En % de l'ensemble des exploitations laitières</i>						
Petites	1,3%	3,2%	2,8%	3,9%	2,3%	13,5%
Spécialisées	10,2%	11,4%	12,5%	12,4%	11,1%	57,6%
Diversifiées	6,3%	5,7%	7,0%	6,6%	3,2%	28,9%
Ensemble	17,8%	20,4%	22,3%	22,9%	16,6%	100,0%
<i>En % de l'ensemble de la production laitière (en valeur)</i>						
Petites	0,5%	1,2%	1,2%	1,5%	1,3%	5,7%
Spécialisées	9,7%	11,9%	13,5%	14,2%	13,9%	63,3%
Diversifiées	5,7%	5,9%	7,8%	8,0%	3,7%	31,1%
Ensemble	15,9%	18,9%	22,5%	23,8%	18,9%	100,0%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Les petites unités très performantes bénéficient, avec une productivité du travail assez faible, de meilleurs résultats économiques que de très nombreuses unités spécialisées ou diversifiées. Certaines petites unités sont classées « très performantes » grâce à une forte autonomie de leur système technique (recours limité aux consommations intermédiaires), une bonne valorisation de leurs produits (transformation du lait en fromage), un faible taux d'endettement (fin du cycle de vie de l'entreprise) et des prélèvements privés restreints (activité extérieure de l'exploitant ou de son conjoint). Elles se situent, en revanche, juste au dessus de la valeur médiane pour ce qui est de l'indicateur de revenu. Les petites unités ont ainsi, pour chaque classe de performance économique identifiée, un niveau moyen de revenu inférieur aux deux autres catégories. Les unités diversifiées très performantes dégagent, avec un quota de 230 800 kg, un résultat net par emploi familial (26 300 euros) deux fois supérieur à la moyenne des exploitations laitières.

Tableau 11 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les systèmes de production
- Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques -

Systèmes de production (SEB 2)	Petites		Spécialisées		Diversifiées	
	Très Faible	Très Elevée	Très Faible	Très Elevée	Très Faible	Très Elevée
Performances économiques						
Nombre d'exploitations agricoles	1 600	2 700	11 900	13 000	7 400	3 700
Unités de travail agricole	1,38	1,27	1,65	1,8	2,04	2,1
- dont UTA salariées	0,01	0	0,11	0,05	0,25	0,21
Marge brute standard (en UDE)	24	26	62	65	95	97
UGB herbivores	31	38	83	86	70	67
Vaches laitières	18	23	38	43	34	37
Quota laitier (kg)	100 900	115 800	203 700	241 700	195 300	230 800
UGB herbivores / Ha de SFP	1,04	1,20	1,57	1,47	1,66	1,84
Superficie agricole utile (ha)	37	42	70	73	96	91
- dont SCOP (ha)	7	5	15	14	52	48
Production agricole totale (euros)	33 700	52 400	96 900	123 000	148 900	164 800
- dont % de la production laitière	78%	74%	66%	69%	41%	47%
Aides directes (euros)	6 900	7 900	14 300	14 600	25 900	24 000
Excédent brut d'exploitation (euros)	13 400	33 900	32 900	68 600	49 900	87 900
Résultat courant avant impôt (euros)	4 300	26 500	10 700	46 800	14 800	60 110
Aides directes / Résultat courant (%)	160%	30%	133%	31%	175%	40%
Taux d'endettement général (%)	37%	13%	45%	23%	54%	29%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	49%	21%	45%	19%	41%
Annuités / EBE (%)	62%	12%	65%	17%	64%	19%
RNE / UTAF (euros)	650	17 800	3 100	22 100	4 100	26 300
AFN / Actif total (%)	-4,7%	6,3%	-4,9%	7,4%	-4,8%	8,0%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-2 640	-3 870	-6 430	-8 450	-6 100	-7 750
- soit en % du résultat courant	-61%	-15%	-60%	-18%	-41%	-13%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

La sensibilité des exploitations laitières à une baisse du prix du lait est, pour chacune des trois catégories étudiées, variable selon le niveau de performance économique (tableau 11). Dans l'hypothèse d'une baisse du prix du lait de 10%, les petites unités performantes enregistreraient une baisse de résultat courant moins préjudiciable (-15%) que celle des unités spécialisées ou diversifiées faiblement performantes (respectivement -60% et -41%).

2-4- Un cinquième de la production nationale de lait est le fait de sociétés performantes

L'analyse en fonction du statut juridique des exploitations confirme la forte contribution des formes sociétaires (GAEC et EARL) à l'offre nationale de lait. Les sociétés, dont le poids relatif a progressé rapidement au cours des dix dernières années, représentent environ 34% de l'effectif d'exploitations et 52% de l'offre nationale de lait⁵. Les exploitations sociétaires répertoriées dans les classes de performances économiques « Elevée » et « Très Elevée » regroupent 23% de la production nationale de lait.

⁵ Cette estimation, basée sur les données du RICA, est proche de celle réalisée par l'ONILAIT. En 2000, les formes sociétaires (22 300 GAEC, 15 200 EARL et 2 400 SCEA et autres) représentent 33% des exploitations et 51% des quantités de référence.

Tableau 12 : Répartition des exploitations laitières et de la production laitière (en valeur)
- Analyse selon le statut juridique et les cinq classes de performances économiques -

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
<i>En % de l'ensemble des exploitations laitières</i>						
Individuelles	12,5%	13,6%	14,4%	15,0%	10,0%	65,6%
GAEC	3,0%	3,8%	4,9%	5,1%	5,2%	22,0%
EARL+SCEA	2,4%	3,0%	2,9%	2,8%	1,4%	12,4%
Ensemble	17,8%	20,4%	22,3%	22,9%	16,6%	100,0%
<i>En % de l'ensemble de la production laitière (en valeur)</i>						
Individuelles	8,9%	9,4%	10,8%	11,3%	7,8%	48,2%
GAEC	4,2%	6,1%	7,9%	9,0%	9,2%	36,4%
EARL+SCEA	2,8%	3,4%	3,8%	3,4%	1,9%	15,4%
Ensemble	15,9%	18,9%	22,5%	23,8%	18,9%	100,0%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Les exploitations individuelles ont une référence laitière inférieure par unité de travail à celle des GAEC (108 100 kg contre 122 700 kg). Proportionnellement plus nombreux dans le Grand – Ouest, les GAEC disposent d'une efficacité productive et d'un poids du service de la dette comparables aux unités individuelles. Ils assurent ainsi une meilleure rémunération du travail familial (tableau 13). Avec un quota laitier moyen de 250 900 kg, les EARL se distinguent par un recours plus important à de la main d'œuvre salariée. Elles sont, en moyenne, plus sensibles à une baisse du prix du lait que les autres formes juridiques du fait d'une efficacité productive plus réduite.

Tableau 13 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon le statut juridique
- Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques -

<i>Statut juridique</i> <i>Performances économiques</i>	Individuelles			GAEC			EARL		
	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total
Nombre d'exploitations agricoles	14 600	11 700	76 700	3 500	6 100	25 700	2 800	1 600	14 500
Unités de travail agricole	1,46	1,38	1,43	2,68	2,53	2,69	2,25	1,98	1,94
- dont UTA salariées	0,08	0,04	0,06	0,22	0,08	0,20	0,45	0,23	0,27
Marge brute standard (en UDE)	57	46	50	114	100	114	90	85	85
UGB herbivores	65	54	58	108	115	115	86	85	82
Vaches laitières	30	30	29	50	57	56	42	43	42
Quota laitier (kg)	158 700	157 500	154 600	293 800	337 800	330 100	248 800	260 500	250 900
UGB herbivores / Ha de SFP	1,52	1,40	1,50	1,64	1,55	1,59	1,66	1,71	1,64
Superficie agricole utile (ha)	62	53	55	125	107	121	92	79	85
- dont SCOP (ha)	19	12	15	55	31	46	37	27	32
Production agricole totale (euros)	83 300	79 700	80 100	182 300	192 100	205 800	165 600	158 500	155 200
- dont % de la production laitière	58%	66%	62%	52%	63%	54%	49%	58%	54%
Aides directes (euros)	13 900	10 600	11 700	30 800	24 200	30 500	22 600	18 300	21 400
Excédent brut d'exploitation (euros)	28 800	46 000	36 800	63 200	105 300	95 100	51 400	82 900	63 100
Résultat courant avant impôt (euros)	9 400	33 200	20 700	20 200	70 300	53 800	12 900	54 500	30 700
Aides directes / Résultat courant (%)	147%	32%	56%	153%	34%	57%	176%	34%	70%
Taux d'endettement général (%)	44%	19%	32%	54%	27%	39%	55%	31%	46%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	46%	33%	20%	43%	33%	22%	43%	30%
Annuités / EBE (%)	65%	16%	35%	61%	18%	32%	67%	18%	40%
RNE / UTAF (euros)	3 000	20 500	11 200	4 200	23 700	16 800	3 200	26 000	13 800
AFN / Actif total (%)	-4,7%	7,0%	1,3%	-5,2%	7,7%	2,2%	-4,8%	8,4%	1,7%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-4 800	-5 230	-4 970	-9 510	-12 040	-11 210	-8 160	-9 240	-8 370
- soit en % du résultat courant	-51%	-16%	-24%	-47%	-17%	-21%	-63%	-17%	-27%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Les exploitations sociétaires considérées comme très performantes obtiennent de meilleurs revenus par emploi que les exploitations individuelles, du fait essentiellement des écarts de productivité du travail. Les exploitations très faiblement performantes ont, avant la mise en œuvre de l'accord de Berlin, un montant d'aides directes supérieur au résultat courant pour les trois catégories de statut. Peu efficaces dans la valorisation des consommations intermédiaires, ces exploitations seraient économiquement très fragilisées par une baisse du prix du lait ou une remise en cause du niveau actuel des paiements compensatoires (comme, par exemple, une suppression de la prime sur les superficies de maïs fourrage).

2-5- Des exploitations performantes avec un quota laitier modeste

Parmi l'ensemble des exploitations laitières françaises, 36% disposent d'un quota laitier inférieur à 150 000 kg (pour 17% des volumes de lait produits) et 18% ont un quota supérieur à 300 000 kg (pour 37% des volumes). Les grandes exploitations des deux classes supérieures de performances représentent 8% de l'effectif et 17% des volumes (tableau 14).

Tableau 14 : Répartition des exploitations laitières et de la production laitière (en valeur)

- Analyse selon le niveau de quota laitier par exploitation et les cinq classes de performances économiques -

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
<i>En % de l'ensemble des exploitations laitières</i>						
Moins de 150 000	6,3%	8,7%	7,5%	8,7%	5,2%	36,4%
150 000 à 300 000	9,3%	8,4%	10,6%	9,8%	7,4%	45,5%
> 300 000	2,2%	3,2%	4,2%	4,5%	4,1%	18,2%
Ensemble	17,8%	20,4%	22,3%	22,9%	16,6%	100,0%
<i>En % de l'ensemble de la production laitière (en valeur)</i>						
Moins de 150 000	2,7%	4,0%	3,5%	4,1%	2,7%	16,9%
150 000 à 300 000	9,0%	8,6%	10,6%	10,2%	7,9%	46,2%
> 300 000	4,3%	6,4%	8,5%	9,5%	8,3%	36,9%
Ensemble	15,9%	18,9%	22,5%	23,8%	18,9%	100,0%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

La dimension économique (ou la productivité du travail) est l'un des facteurs clés du niveau de revenu des exploitations laitières (annexe 1c), comme cela est d'ailleurs observé dans la plupart des autres productions agricoles. Le résultat net d'exploitation par UTA familiale passe ainsi de 9 200 euros pour les exploitations ayant un quota inférieur à 150 000 kg à 18 600 pour les unités ayant plus de 300 000 kg. Néanmoins, pour un même niveau de revenu, l'exploitation qui a la plus forte référence laitière est potentiellement la plus sensible à une baisse du prix du lait. C'est ce qui justifie la prise en compte, dans la typologie, de l'indicateur « valeur ajoutée brute / production agricole » (annexe 1-a).

La typologie employée montre que lien existant entre taille de l'exploitation et performance économique est loin d'être linéaire. Parmi les exploitations ayant un quota laitier inférieur à 150 000 kg (tableau 15), 6 000 sont considérées comme très performantes. Avec une production agricole limitée mais une très forte efficacité productive (Kroll, 1999), elles dégagent un résultat net d'exploitation par emploi agricole familial largement supérieur à la moyenne des exploitations laitières françaises. Les 7 400 petites unités très faiblement performantes sont économiquement incapables de faire face à une pression à la baisse sur le prix du lait. Leur survie, à moyen terme, ne pourrait alors s'expliquer que par l'arrivée de fonds en provenance d'activités extérieures au secteur agricole ou non déclarées. Leur transmission, en l'état, à un jeune agriculteur apparaît très improbable.

Parmi les exploitations très performantes, les unités ayant un quota supérieur à 300 000 kg dégagent un résultat net par emploi familial (25 300 euros) plus élevé que celui des unités ayant un quota inférieur à 150 000 kg (19 600 euros). Les aides directes étant attribuées pour l'essentiel sur la base des facteurs de production (superficies de céréales, nombre de bovins mâles, etc...), les grandes exploitations bénéficient d'un soutien direct par emploi supérieur aux autres. A moyen terme, cette situation pourrait constituer une source de fragilité dans l'hypothèse où la politique agricole s'orienterait vers un transfert de crédits de la régulation des marchés au développement rural.

Tableau 15 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon le quota laitier par exploitation
- Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques -

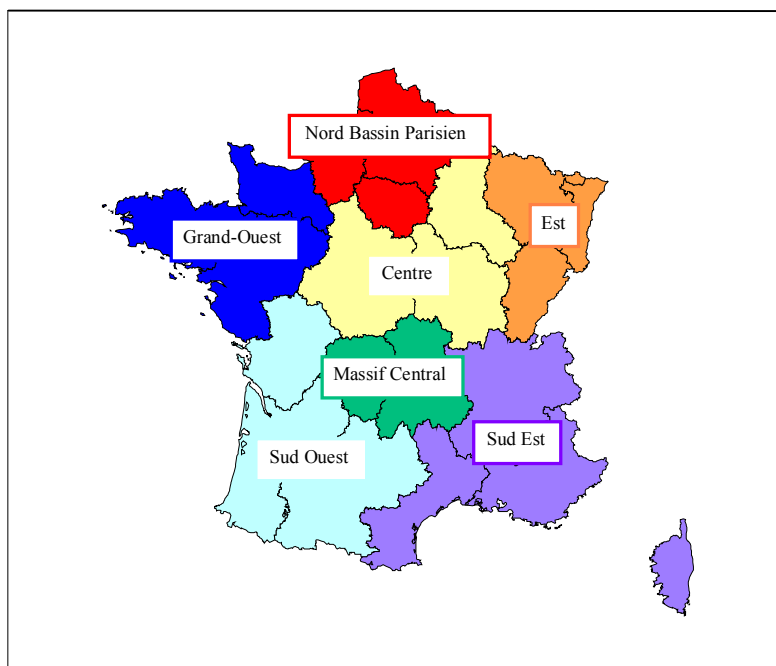
Quota laitier par exploitation Performances économiques	Moins de 150 000 kg			150 000 à 300 000 kg			> 300 000 kg		
	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total
Nombre d'exploitations agricoles	7 400	6 000	42 500	10 900	8 600	53 200	2 600	4 800	21 200
Unités de travail agricole	1,48	1,35	1,43	1,72	1,69	1,68	2,81	2,5	2,68
- dont UTA salariées	0,06	0,03	0,04	0,14	0,07	0,09	0,5	0,12	0,33
Marge brute standard (en UDE)	49	37	41	70	64	67	137	107	127
UGB herbivores	52	47	48	76	72	72	132	120	126
Vaches laitières	21	23	21	38	38	37	65	63	65
Quota laitier (kg)	98 900	105 100	98 500	208 200	210 300	209 500	399 700	391 900	407 700
UGB herbivores / Ha de SFP	1,40	1,33	1,39	1,59	1,51	1,55	1,76	1,58	1,69
Superficie agricole utile (ha)	57	49	50	75	67	70	140	111	127
- dont SCOP (ha)	19	10	14	25	18	22	64	34	50
Production agricole totale (euros)	65 200	63 300	60 700	110 900	114 000	115 700	240 200	207 900	233 100
- dont % de la production laitière	44%	56%	52%	59%	63%	59%	54%	66%	59%
Aides directes (euros)	14 300	10 700	11 400	16 400	13 300	15 500	34 200	25 300	32 100
Excédent brut d'exploitation (euros)	23 800	39 900	29 400	37 300	62 100	51 000	77 400	112 400	104 700
Résultat courant avant impôt (euros)	8 600	30 100	17 000	11 800	42 900	27 800	20 300	73 900	57 300
Aides directes / Résultat courant (%)	167%	36%	67%	140%	31%	56%	169%	34%	56%
Taux d'endettement général (%)	40%	16%	26%	48%	23%	38%	58%	28%	42%
Valeur ajoutée / Production (%)	16%	47%	31%	21%	44%	32%	22%	43%	34%
Annuités / EBE (%)	63%	14%	30%	64%	17%	36%	65%	19%	36%
RNE / UTAF (euros)	2 700	19 600	9 200	3 500	21 900	13 100	4 000	25 300	18 600
AFN / Actif total (%)	-4,2%	8,0%	1,8%	-5,1%	7,9%	1,9%	-4,9%	6,8%	1,3%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-2 850	-3 570	-3 140	-6 530	-7 230	-6 870	-13 040	-13 710	-13 760
- soit en % du résultat courant	-33%	-12%	-18%	-56%	-17%	-25%	-64%	-19%	-24%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

La sensibilité du résultat courant à une baisse du prix du lait est, en moyenne, peu différente entre les trois classes de quota. Sur le champ des unités très faiblement performantes, une baisse non compensée du prix du lait de 10% entraînerait, à structures constantes, une diminution moyenne du résultat courant de 33% pour les 7 400 petites unités, de 56% pour les 10 900 exploitations de la classe intermédiaire et de 64% pour les 2 600 unités de grande dimension.

2-6- Des exploitations performantes dans toutes les régions, y compris en zones de montagne

Pour analyser les écarts de performances économiques entre les exploitations laitières de chaque région administrative, un regroupement est opéré en sept bassins de production de la manière suivante (carte 1). Comme pour les analyses précédentes, les exploitations sont réparties sur la base de la valeur médiane des quatre ratios, calculée à une échelle nationale.

Carte 1 : Regroupement des régions administratives en sept bassins de production

Les 50 900 exploitations laitières du Grand-Ouest assurent 45% de la production nationale de lait (tableau 16). Les écarts de performances économiques entre exploitations se vérifient au sein de chacun des sept bassins de production. Une forte pression à la baisse sur le prix du lait aurait très vraisemblablement pour premier effet d'entraîner une forte restructuration au sein de chaque bassin avant que des phénomènes interrégionaux se manifestent.

Tableau 16 : Répartition des exploitations laitières et de la production laitière (en valeur)
- Analyse selon le grands bassins de production et cinq classes de performances économiques -

	Grand Ouest	Nord Bassin Parisien	Sud Ouest	Est	Massif Central	Sud Est	Centre	France
<i>Nombre d'exploitations laitières</i>								
Très Faible	9 500	3 200	2 700	1 200	1 100	1 800	1 500	20 900
Faible	10 700	3 900	2 600	1 900	1 700	1 800	1 300	23 800
Moyenne	11 900	2 600	3 000	2 200	2 500	2 600	1 400	26 100
Elevée	11 400	2 700	2 600	3 100	3 400	2 400	1 200	26 800
Très Elevée	7 500	1 600	1 700	3 300	2 200	2 400	600	19 400
Ensemble	50 900	14 000	12 600	11 700	10 700	11 000	6 000	116 900
<i>En % de l'ensemble de la production laitière (en valeur)</i>								
Très Faible	7,7%	2,8%	1,5%	1,1%	0,6%	1,0%	1,3%	15,9%
Faible	9,0%	3,1%	2,1%	1,7%	0,9%	1,0%	1,3%	18,9%
Moyenne	10,7%	2,7%	2,2%	2,2%	1,6%	1,5%	1,6%	22,5%
Elevée	10,5%	2,8%	2,1%	3,6%	1,8%	1,7%	1,3%	23,8%
Très Elevée	7,5%	1,8%	1,7%	3,3%	1,6%	2,3%	0,6%	18,9%
Ensemble	45,5%	13,2%	9,6%	11,8%	6,4%	7,5%	6,1%	100,0%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Au delà de la caractérisation des exploitations laitières de chaque bassin de production selon les cinq classes de performances économiques (annexe 2), les différences régionales peuvent être appréhendées de manière synthétique en distinguant les zones de plaine (89 700 unités) des zones de montagne⁶ (27 200 unités). Les exploitations de montagne ont, en moyenne, une plus forte spécialisation pour l'activité laitière, une plus faible dimension économique et une moindre intensification des superficies fourragères (tableau 16). Elles dégagent un résultat net par actif agricole familial inférieur d'environ 25% aux unités de plaine malgré une meilleure efficacité productive (liée en partie à une bonne valorisation des produits par l'intermédiaire des filières fromagères) et un taux d'endettement nettement inférieur. Tout en étant éligible à la prime au maintien des systèmes d'élevage extensif et à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), elles perçoivent un montant moyen d'aides directes inférieur à celui des unités de plaine, favorisées par les primes octroyées aux superficies de céréales intra-consommées (dont celles de maïs fourrage).

Tableau 17 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon la localisation (plaine - montagne)
- Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques -

Localisation Performances économiques	Plaine			Montagne		
	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total
Nombre d'exploitations agricoles	17 300	13 700	89 700	3 600	5 700	27 200
Unités de travail agricole	1,81	1,82	1,8	1,57	1,71	1,69
- dont UTA salariées	0,17	0,08	0,14	0,06	0,06	0,05
Marge brute standard (en UDE)	77	75	77	40	46	41
UGB herbivores	78	81	77	59	64	59
Vaches laitières	36	40	38	28	37	31
Quota laitier (kg)	202 700	239 000	221 600	146 400	182 800	150 800
UGB herbivores / Ha de SFP	1,65	1,68	1,67	1,19	1,13	1,16
Superficie agricole utile (ha)	80	74	77	60	69	61
- dont SCOP (ha)	32	24	29	7	8	7
Production agricole totale (euros)	119 500	131 600	129 700	67 800	97 200	75 300
- dont % de la production laitière	53%	61%	56%	63%	71%	68%
Aides directes (euros)	19 000	16 400	18 500	12 600	13 300	12 200
Excédent brut d'exploitation (euros)	40 100	71 400	57 100	24 600	58 500	39 100
Résultat courant avant impôt (euros)	12 300	49 300	31 300	8 500	40 200	22 400
Aides directes / Résultat courant (%)	154%	33%	59%	149%	33%	55%
Taux d'endettement général (%)	51%	24%	40%	34%	22%	24%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	43%	32%	20%	48%	37%
Annuités / EBE (%)	66%	18%	37%	49%	16%	25%
RNE / UTAF (euros)	3 500	23 200	14 100	2 300	20 700	10 700
AFN / Actif total (%)	-5,1%	7,6%	1,2%	-3,0%	7,3%	3,6%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-6 390	-8 040	-7 270	-4 270	-6 860	-5 130
- soit en % du résultat courant	-52%	-16%	-23%	-50%	-17%	-23%

Sources : RICA France 2000 / INRA Nantes

Ces résultats moyens ne doivent pas masquer l'existence d'une grande diversité de situation au sein de chacune des zones. Les 5 700 exploitations laitières performantes de montagne bénéficient, avec un quota laitier plus modeste, de résultats économiques et financiers satisfaisants comparativement à de très nombreuses exploitations de plaine. La sensibilité des exploitations laitières à une baisse de prix du lait sera influencée, notamment en montagne, par la capacité des filières de transformation à maintenir un différentiel important entre le prix de marché payé aux producteurs et le prix d'intervention.

⁶ L'appellation « zone de montagne » couvre également les zones de haute montagne et de piémont.

Conclusion

La réflexion en cours sur l'orientation à donner au mode de régulation de l'offre dans le secteur laitier (suppression ou aménagement du régime de contingentement) est d'autant plus délicate à conduire que les exploitations laitières sont nombreuses (un tiers des exploitations agricoles françaises), qu'elles participent activement à l'occupation du territoire (y compris dans les zones rurales à handicaps géographiques) et que l'âge moyen des producteurs de lait a fortement baissé depuis une quinzaine d'années (ceci limitant, à moyen terme, les opportunités de restructuration). Elle implique une connaissance précise de la grande diversité des exploitations laitières tant sur le plan des structures, des combinaisons productives que des résultats économiques proprement dits.

L'analyse conduite à partir des données du RICA montre, en effet, que les exploitations laitières françaises ne sont pas toutes disposées de la même manière pour faire face aux prochaines échéances de la politique agricole commune (baisse du prix du lait partiellement compensée par le versement de paiements compensatoires) et aux futurs engagements qui seront pris dans le cadre des négociations multilatérales du cycle du millénaire (en termes de soutien interne, d'accès au marché et de restitutions aux exportations). Si la méthode de classification en cinq classes dites de « performances économiques » est discutable quant au choix des quatre ratios ou à leur mode de pondération, elle offre en revanche la possibilité d'un regard intéressant sur la relation entre taille des structures et niveau de performance.

Les écarts de performances économiques observés, dont une part non négligeable résulte du niveau d'efficacité dans la valorisation des consommations intermédiaires, sont importants au sein de chaque système de production, de chaque classe de taille et de chaque bassin de production. Cela montre que la compétence technique de l'exploitant, sa stratégie d'investissement et la rationalité interne du système de production sont et resteront des éléments majeurs de la capacité concurrentielle des exploitations. Cette approche rappelle que la compétitivité ne doit pas être uniquement appréhendée sur la base de critères tels que la productivité du travail, la dimension économique ou l'importance du résultat courant. La comparaison entre zones géographiques de la performance économique des exploitations laitières ne peut en aucun cas être assimilée à celle de la compétitivité relative des bassins de production. Cette notion est beaucoup plus complexe et ne se limite pas uniquement la santé économique et financière des unités de production qui s'y trouvent. Elle doit également intégrer le dynamisme des industries laitières régionales (Le Denmat, Seite, 2001) et la plus ou moins grande proximité des zones de consommation.

L'impact sur le revenu d'une baisse du prix du lait donne un premier élément de cadrage, mais il ne constitue pas, à lui seul, un indicateur suffisant pour mesurer la capacité de résistance des exploitations. Cette dernière résulte de l'imbrication de nombreux autres paramètres, parfois difficilement accessibles à partir des bases de données disponibles : le revenu du ménage (une part croissante des conjoint(e)s exerce une activité professionnelle en dehors de l'exploitation) ; le cycle de vie de l'entreprise (les unités en phase de décapitalisation sont plus résistantes à court terme que celles en phase de croissance). Outre son impact instantané, les conséquences économiques d'une baisse du prix du lait doivent être appréciées, sur le long terme, à la lumière des gains de productivité (Butault, 1999) et des restructurations induites par les phénomènes démographiques (ONILAIT, 2001). Ce travail sera étendu aux autres Etats membres de l'Union européenne. L'objectif est d'apporter aux pouvoirs publics et aux organisations professionnelles agricoles quelques éléments d'analyse susceptibles de les éclairer quant à la nature des choix à entreprendre pour l'avenir de l'OCM lait.

Références bibliographiques

- BARTHELEMY D., BOINON J.P. (2001). La gestion des quotas laitiers dans quatre pays membres de l'Union : objectifs marchands versus objectifs non marchands. *INRA Sciences sociales n°1-2*, novembre, 4 p.
- BARTHELEMY D., DAVID J. (1999). L'agriculture européenne et les droits à produire. INRA Editions, 434 p.
- BEYNET P. (1998). Inefficacités des exploitations laitières et réforme de l'OCM lait. Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie – Direction de la Prévision. Document de travail, 40 p.
- BLANC C., BLOGOWSKI A., MATHURIN J., DEHAUDT M., (2000). Agenda 2000 : les conséquences de l'accord de Berlin pour l'agriculture française. *Notes et Etudes Economiques n°11*, pp 33-89.
- BLOGOWSKI, A.; COLSON, F.; CHATELLIER, V. (1995). Pour mieux comprendre les difficultés financières des exploitations agricoles. *Agreste - Analyses et études n°23*, Paris, septembre, pp 3-8.
- BOINON J.P. (2000). La propriété des droits à produire : une comparaison France – Royaume-Uni. *Economie rurale n°260*, Novembre, pp 97-109.
- BOUAMRA-MECHEMACHE Z., REQUILLART V. (2001). Impacts sur le secteur laitier européen de scénarios de réforme de la politique laitière communautaire. *INRA Sciences sociales n°1-2*, novembre, 4 p.
- BOURGEOIS L., (2000). Faut-il nécessairement accélérer la baisse des prix ? *Paysans n°264*, Novembre - Décembre, pp 35-48.
- BUTAULT J. P., 1999. Coûts de production, productivité et dégressivité temporelle des aides. *INRA Sciences sociales n°6*, Janvier, 6 p.
- CHATELLIER, V. (2002). Les exploitations laitières françaises sont-elles assez performantes pour faire face à une baisse du prix du lait ? *INRA Productions Animales 15 (1)*, février, pp 17-30.
- CHATELLIER, V., DELATTRE F., GROSREY L. (2002). Le secteur laitier dans les Alpes du Nord : implications de deux décennies de contingentement et perspectives face aux futurs ajustements de l'OCM lait. Document de synthèse, GIS Alpes du Nord, avril, 55 p.
- CHATELLIER, V.; DANIEL K., COLSON, F. (2002). Les aides directes aux exploitations agricoles européennes suite aux réformes de la PAC (1992 et Agenda 2000). *Notes et Etudes Economiques n°15*, MAPA-DAFE, janvier, 45 p.
- CNIEL, 1999. L'économie laitière en chiffres. CNIEL, Paris, 197 p.
- COLSON, F.; CHATELLIER, V. (1999). La nouvelle réforme de la PAC (Agenda 2000) : baisse modérée des revenus et accroissement des aides directes pour les producteurs français de viande bovine. *INRA Productions Animales 12 (3)*, juillet, pp 169-180.
- COMMISSION EUROPEENNE (2000). CAP reform : milk and milk products. DG Agriculture, Brussels, 8 p.
- DANIEL K., MAILLARD L., (2001). La concentration géographique des productions agricoles et ses déterminants : une analyse pour l'Union européenne. *Notes et Etudes Economiques n°13*, pp 85-103.
- GOHIN A., GUOYOMARD H. (2001). Sortir du régime des quotas laitiers ? paramètres clés à considérer et illustration dans le cas français. *INRA Sciences sociales n°1-2*, novembre, 6 p.
- GUESDON J.C., BONTRON J.C., BOURGEOIS L., CHATELLIER, V. PERROT C., YOU G. (2001). Elevage bovin : prospective 2020. *Chambres d'Agriculture n°897*, avril, pp 11-38.
- HERVIEU B., GUYOMARD H., BUREAU J.C., (2000). L'avenir des politiques agricoles. Rapport mondial sur le système économiques et les stratégies. Editions Dunod, pp 115-131.
- INSTITUT DE L'ELEVAGE (2001). Le marché mondial des produits laitiers. *Le dossier Economie de l'Elevage n°301*, avril, 32 p.
- KROLL J. C. (1999). Performances économiques et aides publiques en production laitière : quels enjeux pour l'emploi. *Economie Rurale n°253*, pp 42-50.
- LE DENMAT R., SEITE G. (2001). Performances des filières laitières : positionnement de huit bassins européens. Mémoire de fin d'études de l'ESA d'Angers, septembre, 135 p.
- ONILAIT (1999). Les exploitations laitières françaises. *Cahiers de l'ONILAIT n°14*, mai, 73 p.
- ONILAIT (2001). Eléments de réflexion sur l'avenir de la production laitière française. *Cahiers de l'ONILAIT n°22, juin*, 157 p.
- QUINQU, M.; MAILLARD, L. (2000). Dynamiques et perspectives des exploitations laitières françaises et européennes sur la période 1997-2007. Contrat INRA de Nantes – ONILAIT, novembre, 58 p.

ANNEXES

Annexe 1 : Les exploitations laitières françaises selon les valeurs déciles des quatre ratios

Annexe 1-a : Ratio « Valeur ajoutée / Production agricole »

Annexe 1-b : Ratio « Annuités / Excédent brut d'exploitation »

Annexe 1-c : Ratio « Résultat net d'exploitation / Unité de travail agricole familiale »

Annexe 1-d : Ratio « Autofinancement net / Résultat net d'exploitation / Actif total »

Annexe 2 : Performances économiques des exploitations de chaque bassin de production

Annexe 2-a : Grand – Ouest

Annexe 2-b : Nord Bassin Parisien

Annexe 2-c : Sud - Ouest

Annexe 2-d : Est

Annexe 2-e : Massif – Central

Annexe 2-f : Sud - Est

Annexe 2-g : Centre

Annexe 3 : Impact d'une baisse de prix du lait pour les 22 régions administratives

Annexe 3-a : Répartition des exploitations laitières de chaque région selon les classes de performances

Annexe 3-b : Caractéristiques structurelles moyennes des exploitations laitières

Annexe 3-c : Résultats économiques moyens des exploitations laitières

Annexe 3-d : Impact d'une baisse du prix du lait sur l'évolution du résultat courant moyen

Annexe 3-e : Impact d'une baisse du prix du lait et évolution des aides directes

Annexe 1-a : Les exploitations laitières françaises selon les déciles « Valeur ajoutée / Production agricole »

– *Caractéristiques moyennes par exploitation et sensibilité à une baisse du prix du lait de 10% -*

Regroupement des déciles Bornes du ratio	1+2	3+4	5+6	7+8	9+10
	23,2%<	23,2% à 30,8%	30,8% à 36,9%	36,9% à 43,4%	>43,4%
Nombre d'exploitations agricoles	23 300	23 300	23 300	23 300	23 300
Unités de travail agricole	1,73	1,82	1,83	1,81	1,68
- dont UTA salariées	0,13	0,15	0,12	0,11	0,07
Marge brute standard (en UDE)	74	75	73	67	55
UGB herbivores	78	74	76	75	62
Vaches laitières	34	36	38	39	35
Quota laitier (kg)	183 300	206 800	220 400	226 100	189 100
UGB herbivores / Ha de SFP	1,53	1,62	1,56	1,59	1,42
Superficie agricole utile (ha)	85	78	74	69	59
- dont SCOP (ha)	33	31	24	19	13
Production agricole totale (euros)	114 100	127 700	127 900	117 800	97 600
- dont % de la production laitière	50%	53%	57%	65%	67%
Aides directes (euros)	23 500	19 100	16 600	14 600	11 300
Excédent brut d'exploitation (euros)	38 700	51 500	57 300	59 500	57 400
Résultat courant avant impôt (euros)	15 600	26 000	31 700	35 200	37 800
Aides directes / Résultat courant (%)	150%	73%	52%	42%	30%
Taux d'endettement général (%)	43%	40%	39%	34%	26%
Valeur ajoutée / Production (%)	15%	27%	34%	40%	49%
Annuités / EBE (%)	51%	38%	37%	30%	23%
RNE / UTAF (euros)	5 800	11 100	14 200	16 100	19 200
AFN / Actif total (%)	-0,9%	1,0%	1,9%	2,6%	4,2%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-5 670	-6 720	-7 300	-7 630	-6 510
- soit en % du résultat courant	-36%	-26%	-23%	-22%	-17%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

– *Répartition des exploitations laitières de chaque décile selon les classes de performances économiques -*

Regroupement des déciles	1+2	3+4	5+6	7+8	9+10
Très Faible	51,5%	27,2%	10,4%	0,0%	0,0%
Faible	27,6%	37,7%	23,2%	8,6%	4,6%
Moyenne	17,4%	21,5%	32,3%	26,2%	14,0%
Elevée	3,5%	13,6%	24,5%	37,5%	35,5%
Très Elevée	0,0%	0,0%	9,6%	27,7%	46,0%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 1-b : Les exploitations laitières françaises selon les déciles « Annuités / EBE » (*)

– Caractéristiques moyennes par exploitation et sensibilité à une baisse du prix du lait de 10% -

Regroupement des déciles	9+10	7+8	5+6	3+4	1+2
	>50,2%	37,3% à 50,2%	26,5% à 37,3%	13,3% à 26,5%	13,3%<
Nombre d'exploitations agricoles	23 300	23 300	23 300	23 300	23 300
Unités de travail agricole	1,63	1,89	1,81	1,76	1,78
- dont UTA salariées	0,05	0,09	0,11	0,14	0,19
Marge brute standard (en UDE)	46	70	72	73	80
UGB herbivores	54	77	78	78	79
Vaches laitières	28	39	39	38	38
Quota laitier (kg)	146 900	221 000	220 400	218 200	219 300
UGB herbivores / Ha de SFP	1,41	1,48	1,58	1,62	1,62
Superficie agricole utile (ha)	55	79	77	74	81
- dont SCOP (ha)	15	25	25	24	31
Production agricole totale (euros)	74 700	123 700	125 800	128 600	132 500
- dont % de la production laitière	64%	60%	58%	56%	53%
Aides directes (euros)	13 700	17 900	17 700	16 800	19 200
Excédent brut d'exploitation (euros)	40 100	61 900	59 300	54 100	49 100
Résultat courant avant impôt (euros)	28 700	39 000	34 700	26 900	17 000
Aides directes / Résultat courant (%)	48%	46%	51%	62%	113%
Taux d'endettement général (%)	13%	28%	36%	43%	53%
Valeur ajoutée / Production (%)	36%	37%	35%	31%	25%
Annuités / EBE (%)	7%	20%	32%	43%	71%
RNE / UTAF (euros)	14 700	17 000	15 600	12 100	6 700
AFN / Actif total (%)	-2,3%	-0,9%	2,3%	3,8%	5,5%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-4 770	-7 480	-7 330	-7 230	-7 030
- soit en % du résultat courant	-17%	-19%	-21%	-27%	-41%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

– Répartition des exploitations laitières de chaque décile selon les classes de performances économiques -

Regroupement des déciles	9+10	7+8	5+6	3+4	1+2
Très Faible	55,2%	27,2%	6,7%	0,0%	0,0%
Faible	25,5%	32,8%	18,3%	11,3%	13,8%
Moyenne	14,5%	28,2%	28,6%	21,9%	18,4%
Elevée	4,7%	11,8%	30,1%	33,7%	34,3%
Très Elevée	0,0%	0,0%	16,4%	33,1%	33,6%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

(*) Les déciles 9 et 10 correspondent à la situation la moins favorable (ils sont donc en 1^{ère} colonne dans les tableaux)

Annexe 1-c : Les exploitations laitières françaises selon les déciles « Résultat net d'exploitation / UTAF »

– Caractéristiques moyennes par exploitation et sensibilité à une baisse du prix du lait de 10% -

Regroupement des déciles Bornes du ratio (en francs)	1+2	3+4	5+6	7+8	9+10
	4 960 <	4 960 à 9 840	9 840 à 14 120	14 120 à 20 540	>20 540
Nombre d'exploitations agricoles	23 300	23 300	23 300	23 300	23 300
Unités de travail agricole	1,68	1,73	1,75	1,81	1,89
- dont UTA salariées	0,13	0,06	0,07	0,11	0,22
Marge brute standard (en UDE)	55	55	64	73	96
UGB herbivores	62	63	71	79	91
Vaches laitières	31	31	35	39	46
Quota laitier (kg)	164 300	166 500	199 800	223 900	271 200
UGB herbivores / Ha de SFP	1,46	1,53	1,53	1,57	1,62
Superficie agricole utile (ha)	62	61	70	77	96
- dont SCOP (ha)	18	18	22	24	38
Production agricole totale (euros)	86 200	86 600	107 300	129 100	176 000
- dont % de la production laitière	58%	62%	61%	58%	53%
Aides directes (euros)	13 300	13 200	15 500	17 200	25 900
Excédent brut d'exploitation (euros)	28 200	37 400	48 300	61 100	89 400
Résultat courant avant impôt (euros)	5 900	18 000	26 800	36 800	58 800
Aides directes / Résultat courant (%)	226%	73%	58%	47%	44%
Taux d'endettement général (%)	39%	34%	39%	36%	36%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	29%	32%	36%	38%
Annuités / EBE (%)	59%	38%	36%	32%	27%
RNE / UTAF (euros)	200	7 400	12 000	17 100	28 900
AFN / Actif total (%)	-1,7%	0,4%	1,2%	2,9%	4,2%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-5 040	-5 360	-6 540	-7 550	-9 340
- soit en % du résultat courant	-85%	-30%	-24%	-21%	-16%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

– Répartition des exploitations laitières de chaque décile selon les classes de performances économiques -

Regroupement des déciles	1+2	3+4	5+6	7+8	9+10
Très Faible	52,8%	28,4%	8,0%	0,0%	0,0%
Faible	27,6%	29,8%	27,1%	10,5%	6,8%
Moyenne	17,8%	23,3%	28,0%	25,8%	16,5%
Elevée	1,8%	18,5%	27,4%	32,5%	34,3%
Très Elevée	0,0%	0,0%	9,6%	31,2%	42,3%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 1-d : Les exploitations laitières françaises selon les déciles « Autofinancement net / Actif total »

– Caractéristiques moyennes par exploitation et sensibilité à une baisse du prix du lait de 10% -

Regroupement des déciles	1+2	3+4	5+6	7+8	9+10
	-3,4%<	-3,4% à 0,2%	0,2% à 3,1%	3,1% à 6,6%	>6,6%
Nombre d'exploitations agricoles	23 300	23 300	23 300	23 300	23 300
Unités de travail agricole	1,82	1,74	1,76	1,72	1,8
- dont UTA salariées	0,16	0,14	0,1	0,08	0,1
Marge brute standard (en UDE)	74	68	67	66	67
UGB herbivores	74	73	74	73	72
Vaches laitières	36	36	37	37	36
Quota laitier (kg)	206 900	201 900	206 600	204 100	206 200
UGB herbivores / Ha de SFP	1,57	1,59	1,55	1,50	1,52
Superficie agricole utile (ha)	78	71	73	72	72
- dont SCOP (ha)	30	23	23	22	23
Production agricole totale (euros)	114 900	115 800	115 400	115 900	123 300
- dont % de la production laitière	57%	56%	60%	59%	56%
Aides directes (euros)	18 100	16 100	16 400	16 100	18 400
Excédent brut d'exploitation (euros)	45 600	47 700	53 400	56 300	61 500
Résultat courant avant impôt (euros)	22 400	24 200	29 600	32 600	37 500
Aides directes / Résultat courant (%)	81%	67%	56%	50%	49%
Taux d'endettement général (%)	47%	40%	35%	31%	31%
Valeur ajoutée / Production (%)	27%	30%	34%	36%	36%
Annuités / EBE (%)	50%	42%	34%	29%	24%
RNE / UTAF (euros)	8 900	10 800	13 500	15 500	18 100
AFN / Actif total (%)	-9,3%	-1,4%	1,6%	4,8%	11,7%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-6 560	-6 540	-6 980	-6 830	-6 910
- soit en % du résultat courant	-29%	-27%	-24%	-21%	-18%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

– Répartition des exploitations laitières de chaque décile selon les classes de performances économiques -

Regroupement des déciles	1+2	3+4	5+6	7+8	9+10
Très Faible	44,6%	32,4%	12,3%	0,0%	0,0%
Faible	31,7%	31,4%	21,7%	9,3%	7,7%
Moyenne	14,9%	21,9%	30,7%	23,7%	20,2%
Elevée	8,9%	14,3%	22,8%	36,1%	32,4%
Très Elevée	0,0%	0,0%	12,5%	30,9%	39,7%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-a : Grand Ouest - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	9 500	10 700	11 900	11 400	7 500	50 900
Unités de travail agricole	1,73	1,63	1,7	1,74	1,72	1,7
- dont UTA salariées	0,13	0,08	0,11	0,1	0,03	0,09
Marge brute standard (en UDE)	69	66	67	69	68	68
UGB herbivores	75	72	70	73	81	74
Vaches laitières	36	36	37	37	40	37
Quota laitier (kg)	199 200	206 400	216 200	219 900	237 100	214 800
UGB herbivores / Ha de SFP	1,62	1,69	1,70	1,73	1,74	1,70
Superficie agricole utile (ha)	68	59	60	60	62	61
- dont SCOP (ha)	21	16	18	17	15	17
Production agricole totale (euros)	117 600	122 600	120 100	130 800	121 900	122 800
- dont % de la production laitière	54%	55%	60%	56%	65%	58%
Aides directes (euros)	15 500	12 000	13 100	17 400	13 000	14 300
Excédent brut d'exploitation (euros)	38 200	45 100	51 500	63 800	65 700	52 500
Résultat courant avant impôt (euros)	12 000	21 700	27 300	40 500	46 200	29 000
Aides directes / Résultat courant (%)	129%	55%	48%	43%	28%	49%
Taux d'endettement général (%)	55%	49%	44%	38%	24%	43%
Valeur ajoutée / Production (%)	22%	28%	34%	38%	44%	33%
Annuités / EBE (%)	69%	49%	43%	29%	18%	39%
RNE / UTAF (euros)	3 900	10 000	12 900	20 200	22 500	13 800
AFN / Actif total (%)	-5,2%	-1,1%	1,6%	4,1%	7,1%	1,1%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-6 370	-6 700	-7 160	-7 320	-7 940	-7 070
- soit en % du résultat courant	-53%	-31%	-26%	-18%	-17%	-24%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-b : Nord Bassin Parisien - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	3 200	3 900	2 600	2 700	1 600	14 000
Unités de travail agricole	1,87	1,78	1,88	1,93	1,97	1,87
- dont UTA salariées	0,15	0,18	0,22	0,28	0,19	0,2
Marge brute standard (en UDE)	92	91	99	99	94	95
UGB herbivores	90	72	85	81	85	82
Vaches laitières	40	34	42	41	42	39
Quota laitier (kg)	223 300	201 100	253 500	251 800	259 200	232 200
UGB herbivores / Ha de SFP	2,26	2,18	2,22	2,14	2,28	2,21
Superficie agricole utile (ha)	81	81	85	87	77	82
- dont SCOP (ha)	37	42	40	41	32	39
Production agricole totale (euros)	129 500	133 200	159 100	165 000	163 900	146 700
- dont % de la production laitière	53%	46%	52%	51%	54%	51%
Aides directes (euros)	21 500	22 600	23 400	22 700	19 400	22 100
Excédent brut d'exploitation (euros)	42 500	49 400	70 700	76 700	81 900	60 700
Résultat courant avant impôt (euros)	12 400	25 100	40 300	47 900	55 500	32 900
Aides directes / Résultat courant (%)	173%	90%	58%	47%	35%	67%
Taux d'endettement général (%)	44%	40%	39%	35%	29%	38%
Valeur ajoutée / Production (%)	19%	24%	32%	37%	41%	29%
Annuités / EBE (%)	65%	43%	36%	28%	21%	38%
RNE / UTAF (euros)	2 500	10 000	17 300	22 300	24 600	13 700
AFN / Actif total (%)	-5,2%	-1,2%	1,5%	2,0%	6,9%	0,0%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-6 930	-6 130	-8 340	-8 350	-8 830	-7 460
- soit en % du résultat courant	-56%	-24%	-21%	-17%	-16%	-23%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-c : Sud Ouest - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	2 700	2 600	3 000	2 600	1 700	12 600
Unités de travail agricole	1,86	1,81	1,72	1,82	2,13	1,85
- dont UTA salariées	0,2	0,12	0,1	0,19	0,06	0,14
Marge brute standard (en UDE)	61	62	59	63	68	62
UGB herbivores	50	62	59	66	58	59
Vaches laitières	28	33	34	35	37	33
Quota laitier (kg)	164 100	205 200	182 600	196 200	223 900	191 900
UGB herbivores / Ha de SFP	1,61	1,53	1,52	1,55	1,76	1,58
Superficie agricole utile (ha)	61	70	65	71	70	67
- dont SCOP (ha)	29	28	25	27	36	28
Production agricole totale (euros)	84 800	99 300	93 200	105 400	132 300	100 600
- dont % de la production laitière	53%	64%	62%	60%	58%	60%
Aides directes (euros)	16 200	19 300	15 000	19 500	19 300	17 700
Excédent brut d'exploitation (euros)	28 800	40 600	43 900	52 900	74 200	46 100
Résultat courant avant impôt (euros)	9 400	18 400	22 700	31 800	51 900	24 900
Aides directes / Résultat courant (%)	173%	105%	66%	61%	37%	71%
Taux d'endettement général (%)	41%	32%	26%	23%	22%	29%
Valeur ajoutée / Production (%)	18%	23%	31%	34%	43%	30%
Annuités / EBE (%)	59%	43%	33%	20%	16%	31%
RNE / UTAF (euros)	2 100	7 600	10 300	15 800	21 600	11 000
AFN / Actif total (%)	-7,6%	-0,5%	2,4%	4,8%	7,7%	1,5%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-4 480	-6 360	-5 800	-6 360	-7 690	-6 010
- soit en % du résultat courant	-48%	-35%	-26%	-20%	-15%	-24%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-d : Est - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	1 200	1 900	2 200	3 100	3 300	11 700
Unités de travail agricole	1,88	1,88	1,8	1,95	1,79	1,86
- dont UTA salariées	0,21	0,09	0,09	0,11	0,06	0,1
Marge brute standard (en UDE)	83	79	80	91	68	80
UGB herbivores	97	87	88	95	85	90
Vaches laitières	41	39	41	45	41	42
Quota laitier (kg)	226 500	210 200	227 100	258 300	228 300	233 000
UGB herbivores / Ha de SFP	1,23	1,19	1,28	1,35	1,16	1,25
Superficie agricole utile (ha)	115	111	104	115	92	106
- dont SCOP (ha)	36	38	35	45	19	34
Production agricole totale (euros)	123 800	119 300	126 200	152 900	120 800	130 500
- dont % de la production laitière	60%	59%	61%	59%	66%	61%
Aides directes (euros)	21 900	22 800	21 000	25 900	16 900	21 600
Excédent brut d'exploitation (euros)	45 900	53 000	61 900	81 700	69 900	66 400
Résultat courant avant impôt (euros)	13 100	22 700	32 700	50 800	46 000	37 800
Aides directes / Résultat courant (%)	168%	101%	64%	51%	37%	57%
Taux d'endettement général (%)	45%	38%	36%	31%	23%	33%
Valeur ajoutée / Production (%)	21%	25%	32%	37%	44%	34%
Annuités / EBE (%)	59%	45%	37%	27%	17%	30%
RNE / UTAF (euros)	3 600	7 500	13 500	21 800	21 800	16 200
AFN / Actif total (%)	-3,4%	-0,8%	1,9%	5,4%	8,4%	3,6%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-7 380	-7 010	-7 750	-9 030	-8 010	-8 010
- soit en % du résultat courant	-57%	-31%	-24%	-18%	-17%	-21%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-e : Massif Central - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	1 100	1 700	2 500	3 400	2 200	10 700
Unités de travail agricole	1,68	1,73	1,95	1,71	1,7	1,76
- dont UTA salariées	0,11	0,09	0,11	0,05	0,06	0,08
Marge brute standard (en UDE)	44	36	40	34	43	38
UGB herbivores	78	69	67	51	68	64
Vaches laitières	29	30	35	27	37	32
Quota laitier (kg)	141 000	136 800	167 400	131 700	167 100	148 800
UGB herbivores / Ha de SFP	1,13	1,19	1,11	1,19	1,22	1,17
Superficie agricole utile (ha)	79	62	66	54	65	63
- dont SCOP (ha)	10	4	6	10	9	8
Production agricole totale (euros)	73 300	61 000	75 600	63 400	93 200	72 900
- dont % de la production laitière	57%	70%	66%	65%	62%	64%
Aides directes (euros)	17 000	13 800	14 300	11 400	14 500	13 600
Excédent brut d'exploitation (euros)	29 200	28 800	36 200	36 100	58 000	38 800
Résultat courant avant impôt (euros)	9 900	14 500	18 300	23 000	42 000	23 300
Aides directes / Résultat courant (%)	171%	95%	78%	50%	34%	59%
Taux d'endettement général (%)	37%	35%	21%	18%	24%	24%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	28%	30%	40%	48%	36%
Annuités / EBE (%)	52%	33%	23%	14%	16%	22%
RNE / UTAF (euros)	3 000	6 400	7 400	11 100	22 500	11 100
AFN / Actif total (%)	-2,7%	-1,0%	7,5%	5,1%	8,2%	4,7%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-4 210	-4 300	-5 020	-4 130	-5 740	-4 700
- soit en % du résultat courant	-42%	-30%	-27%	-18%	-14%	-20%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-f : Sud Est - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	1 800	1 800	2 600	2 400	2 400	11 000
Unités de travail agricole	1,53	1,63	1,78	1,63	1,65	1,65
- dont UTA salariées	0,09	0,11	0,03	0,06	0,07	0,07
Marge brute standard (en UDE)	44	40	49	40	48	44
UGB herbivores	56	47	57	49	56	53
Vaches laitières	28	26	30	29	35	30
Quota laitier (kg)	147 400	117 200	129 600	143 300	185 600	145 900
UGB herbivores / Ha de SFP	1,21	1,31	1,15	1,25	1,21	1,22
Superficie agricole utile (ha)	66	54	66	58	69	63
- dont SCOP (ha)	10	12	12	10	14	12
Production agricole totale (euros)	76 300	66 200	76 000	77 400	98 100	79 600
- dont % de la production laitière	60%	65%	61%	72%	75%	68%
Aides directes (euros)	12 900	10 900	13 100	11 000	13 000	12 200
Excédent brut d'exploitation (euros)	25 100	30 200	38 500	42 700	58 200	40 200
Résultat courant avant impôt (euros)	8 400	13 000	21 300	26 200	38 500	22 700
Aides directes / Résultat courant (%)	153%	84%	62%	42%	34%	54%
Taux d'endettement général (%)	34%	26%	21%	29%	20%	25%
Valeur ajoutée / Production (%)	18%	33%	33%	42%	48%	37%
Annuités / EBE (%)	53%	37%	23%	25%	15%	26%
RNE / UTAF (euros)	2 400	6 000	9 200	13 700	20 600	11 200
AFN / Actif total (%)	-2,1%	0,5%	1,4%	4,4%	6,6%	2,7%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-4 580	-4 290	-4 640	-5 540	-7 390	-5 380
- soit en % du résultat courant	-55%	-33%	-22%	-21%	-19%	-24%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 2-g : Centre - Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les 5 classes

	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	Ensemble
Nombre d'exploitations agricoles	1 500	1 300	1 400	1 200	600	6 000
Unités de travail agricole	1,9	1,93	2,23	2,15	2,02	2,05
- dont UTA salariées	0,29	0,24	0,3	0,2	0,39	0,28
Marge brute standard (en UDE)	96	96	122	98	110	104
UGB herbivores	82	109	107	98	100	98
Vaches laitières	39	44	47	43	43	43
Quota laitier (kg)	206 700	236 000	273 300	257 300	252 800	243 300
UGB herbivores / Ha de SFP	1,35	1,41	1,40	1,49	1,45	1,41
Superficie agricole utile (ha)	136	130	159	127	127	138
- dont SCOP (ha)	75	52	83	60	56	67
Production agricole totale (euros)	129 500	141 600	185 200	161 300	167 200	155 200
- dont % de la production laitière	51%	54%	51%	53%	48%	52%
Aides directes (euros)	31 600	31 000	40 300	32 100	29 200	33 300
Excédent brut d'exploitation (euros)	52 200	64 100	91 000	84 600	93 000	74 400
Résultat courant avant impôt (euros)	15 900	30 100	49 600	50 200	62 700	38 500
Aides directes / Résultat courant (%)	198%	103%	81%	64%	47%	87%
Taux d'endettement général (%)	48%	45%	38%	31%	25%	39%
Valeur ajoutée / Production (%)	19%	25%	30%	35%	42%	29%
Annuités / EBE (%)	58%	51%	34%	25%	19%	38%
RNE / UTAF (euros)	5 100	12 400	19 000	19 700	30 300	15 700
AFN / Actif total (%)	-3,5%	-1,3%	2,7%	4,6%	7,9%	1,5%
-10% du prix du lait (impact en euros)	-6 650	-7 680	-9 370	-8 590	-8 060	-8 030
- soit en % du résultat courant	-42%	-26%	-19%	-17%	-13%	-21%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

**Annexe 3-a : Répartition des exploitations laitières de chaque région administrative
selon les cinq classes de performances économiques**

	Classes de performances économiques					Ensemble	
	Très Faible	Faible	Moyenne	Elevée	Très Elevée	%	Nombre
Grand-Ouest	19%	21%	23%	22%	15%	100%	50 890
- Basse-Normandie	18%	26%	23%	22%	11%	100%	12 540
- Bretagne	17%	18%	24%	24%	17%	100%	22 320
- Pays-de-la-Loire	22%	20%	22%	21%	15%	100%	16 040
Nord-Bassin parisien	23%	28%	18%	19%	12%	100%	14 010
- Nord-Pas-de-Calais	24%	30%	18%	14%	14%	100%	6 290
- Picardie	36%	24%	20%	12%	8%	100%	3 620
- Haute-Normandie	10%	28%	17%	33%	12%	100%	4 030
- Ile-de-France	ns	ns	ns	ns	ns	ns	90
Sud-Ouest	21%	20%	24%	21%	14%	100%	12 620
- Poitou-Charentes	21%	15%	27%	20%	18%	100%	2 750
- Aquitaine	27%	27%	22%	16%	8%	100%	4 960
- Midi-Pyrénées	15%	17%	24%	26%	18%	100%	4 910
Est	10%	16%	19%	27%	28%	100%	11 660
- Lorraine	13%	16%	17%	26%	29%	100%	5 010
- Alsace	5%	10%	26%	33%	27%	100%	1 140
- Franche-Comté	8%	17%	20%	26%	28%	100%	5 510
Massif-Central	10%	15%	23%	31%	21%	100%	10 740
- Auvergne	9%	16%	23%	32%	21%	100%	9 640
- Limousin	17%	14%	20%	30%	18%	100%	1 100
Sud-Est	16%	16%	23%	22%	22%	100%	11 020
- Rhône-alpes	18%	18%	25%	18%	21%	100%	9 920
- PACA	ns	ns	ns	ns	ns	ns	610
- L.-Roussillon	ns	ns	ns	ns	ns	ns	490
- Corse	ns	ns	ns	ns	ns	ns	0
Centre	25%	22%	23%	20%	11%	100%	5 980
- Champagne-Ardennes	23%	30%	18%	20%	9%	100%	2 990
- Bourgogne	24%	16%	22%	27%	11%	100%	1 430
- Centre	31%	11%	33%	12%	13%	100%	1 560
France	18%	20%	22%	23%	17%	100%	116 930

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 3-b : Caractéristiques structurelles moyennes des exploitations laitières selon les régions

	Nombre d'exploit.	Emplois (UTA)	MBS (UDE)	Quota (Kg)	UGB Herbivores	Superficie agricole	Chargement
Grand-Ouest	50 890	1,70	68	214 800	74	61	1,70
- Basse-Normandie	12 540	1,63	62	208 300	81	64	1,65
- Bretagne	22 320	1,75	72	227 100	66	55	1,75
- Pays-de-la-Loire	16 040	1,69	66	202 900	79	69	1,67
Nord-Bassin parisien	14 010	1,87	95	232 200	82	82	2,21
- Nord-Pas-de-Calais	6 290	1,76	81	213 000	71	63	2,32
- Picardie	3 620	1,97	115	274 500	89	99	2,42
- Haute-Normandie	4 030	1,97	97	226 400	93	97	1,96
- Ile-de-France	90	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	12 620	1,85	62	191 900	59	67	1,58
- Poitou-Charentes	2 750	2,23	98	267 700	81	111	1,62
- Aquitaine	4 960	1,81	60	178 200	51	54	1,65
- Midi-Pyrénées	4 910	1,67	44	163 200	56	56	1,48
Est	11 660	1,86	80	233 000	90	106	1,25
- Lorraine	5 010	2,08	103	283 000	111	134	1,31
- Alsace	1 140	2,03	82	236 600	69	65	2,25
- Franche-Comté	5 510	1,62	58	186 800	75	89	1,08
Massif-Central	10 740	1,76	38	148 800	64	63	1,17
- Auvergne	9 640	1,77	37	144 700	61	61	1,15
- Limousin	1 100	1,73	49	185 000	86	79	1,26
Sud-Est	11 020	1,65	44	145 900	53	63	1,22
- Rhône-alpes	9 920	1,69	47	153 100	55	62	1,20
- PACA	610	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- L.-Roussillon	490	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- Corse	0	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Centre	5 980	2,05	104	243 300	98	138	1,41
- Champagne-Ardenne	2 990	2,06	113	246 400	119	160	1,40
- Bourgogne	1 430	2,03	93	239 000	88	116	1,42
- Centre	1 560	2,03	97	241 000	68	115	1,45
France	116 930	1,77	69	205 100	73	73	1,55

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

Annexe 3-c : Résultats économiques moyens des exploitations laitières selon les régions

	Nombre d'exploit.	Aides directes	Taux d'endet.	VAB / production	Annuités / EBE	RNE / UTAF	AFN / Actif
Grand-Ouest	50 890	14 300	43%	33%	39%	13 800	1,1%
- Basse-Normandie	12 540	15 800	42%	32%	39%	13 200	-0,2%
- Bretagne	22 320	12 300	46%	35%	40%	14 600	1,7%
- Pays-de-la-Loire	16 040	15 900	40%	31%	39%	13 000	1,4%
Nord-Bassin parisien	14 010	22 100	38%	29%	38%	13 700	0,0%
- Nord-Pas-de-Calais	6 290	16 300	36%	29%	39%	12 200	0,4%
- Picardie	3 620	28 600	43%	26%	41%	11 600	-0,9%
- Haute-Normandie	4 030	25 400	37%	33%	34%	17 900	0,3%
- Ile-de-France	90	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	12 620	17 700	29%	30%	31%	11 000	1,5%
- Poitou-Charentes	2 750	31 100	42%	28%	37%	15 100	1,3%
- Aquitaine	4 960	14 500	24%	29%	29%	8 800	0,2%
- Midi-Pyrénées	4 910	13 400	23%	34%	28%	10 700	2,8%
Est	11 660	21 600	33%	34%	30%	16 200	3,6%
- Lorraine	5 010	29 600	36%	33%	30%	18 900	3,5%
- Alsace	1 140	19 000	36%	36%	29%	15 800	6,4%
- Franche-Comté	5 510	14 800	27%	37%	30%	13 400	3,0%
Massif-Central	10 740	13 600	24%	36%	22%	11 000	4,7%
- Auvergne	9 640	13 300	25%	37%	21%	10 900	4,8%
- Limousin	1 100	16 100	23%	31%	25%	12 100	4,0%
Sud-Est	11 020	12 200	25%	37%	26%	11 200	2,7%
- Rhône-alpes	9 920	12 200	27%	36%	26%	11 000	2,7%
- PACA	610	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- L.-Roussillon	490	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- Corse	0	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Centre	5 980	33 300	39%	29%	38%	15 700	1,5%
- Champagne-Ardenne	2 990	38 100	41%	28%	40%	17 100	1,0%
- Bourgogne	1 430	27 300	37%	31%	36%	15 300	2,5%
- Centre	1 560	29 500	35%	29%	33%	13 600	1,7%
France	116 930	17 000	37%	33%	35%	13 400	1,7%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

**Annexe 3-d : Impact d'une baisse du prix du lait sur l'évolution
du résultat courant moyen des exploitations laitières**

	RC 2000 (euros)	H1=-10%		H2=-20%		H1=-30%	
		RC (euros)	Variation	RC (euros)	Variation	RC (euros)	Variation
Grand-Ouest	29 000	21 900	-24%	14 900	-49%	7 800	-73%
- Basse-Normandie	26 400	19 300	-27%	12 200	-54%	5 100	-81%
- Bretagne	30 600	23 300	-24%	15 900	-48%	8 600	-72%
- Pays-de-la-Loire	28 800	22 100	-23%	15 500	-46%	8 800	-69%
Nord-Bassin parisien	32 900	25 400	-23%	18 000	-45%	10 500	-68%
- Nord-Pas-de-Calais	28 900	22 300	-23%	15 600	-46%	9 000	-69%
- Picardie	31 600	23 000	-27%	14 500	-54%	5 900	-81%
- Haute-Normandie	40 500	32 700	-19%	24 900	-39%	17 100	-58%
- Ile-de-France	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	24 900	18 900	-24%	12 900	-48%	6 900	-72%
- Poitou-Charentes	39 700	30 900	-22%	22 100	-44%	13 400	-66%
- Aquitaine	20 100	14 800	-27%	9 400	-53%	4 100	-80%
- Midi-Pyrénées	21 600	16 400	-24%	11 200	-48%	6 100	-72%
Est	37 800	29 700	-21%	21 700	-42%	13 700	-64%
- Lorraine	47 700	38 400	-19%	29 100	-39%	19 800	-58%
- Alsace	38 600	30 100	-22%	21 600	-44%	13 100	-66%
- Franche-Comté	28 600	21 800	-24%	15 100	-47%	8 300	-71%
Massif-Central	23 300	18 600	-20%	13 900	-40%	9 200	-61%
- Auvergne	23 000	18 400	-20%	13 700	-40%	9 100	-60%
- Limousin	25 600	20 200	-21%	14 800	-42%	9 400	-63%
Sud-Est	22 700	17 400	-24%	12 000	-47%	6 600	-71%
- Rhône-alpes	23 000	17 300	-25%	11 600	-49%	5 900	-74%
- PACA	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- L.-Roussillon	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- Corse	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Centre	38 500	30 400	-21%	22 400	-42%	14 400	-63%
- Champagne-Ardenne	41 200	33 000	-20%	24 900	-40%	16 800	-59%
- Bourgogne	37 600	29 700	-21%	21 700	-42%	13 700	-64%
- Centre	34 000	26 100	-23%	18 200	-46%	10 300	-70%
France	29 300	22 500	-23%	15 700	-46%	9 000	-69%

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes

**Annexe 3-e : Evolution des aides directes sur le champ « exploitations laitières »
dans le cas d'une compensation intégrale d'une baisse de prix du lait**

Hypothèse de baisse de prix	Montant d'aides directes permettant de compenser la baisse de prix du lait (en millions d'euros)			Montant moyen d'aides directes par exploitation laitière (en euros) après compensation intégrale		
	H1=-10%	H2=-20%	H3=-30%	H1=-10%	H2=-20%	H3=-30%
Grand-Ouest	360	719	1 079	21 400	28 400	35 500
- Basse-Normandie	89	178	266	22 900	30 000	37 100
- Bretagne	164	328	492	19 600	27 000	34 400
- Pays-de-la-Loire	107	213	320	22 500	29 200	35 800
Nord-Bassin parisien	104	209	313	29 600	37 000	44 500
- Nord-Pas-de-Calais	42	84	125	22 900	29 600	36 200
- Picardie	31	62	93	37 200	45 700	54 200
- Haute-Normandie	31	63	94	33 200	41 000	48 800
- Ile-de-France	0	1	1	30 400	34 900	39 300
Sud-Ouest	76	152	228	23 700	29 700	35 700
- Poitou-Charentes	24	48	72	39 900	48 600	57 400
- Aquitaine	26	53	79	19 800	25 100	30 400
- Midi-Pyrénées	25	51	76	18 600	23 700	28 900
Est	93	187	280	29 600	37 600	45 600
- Lorraine	47	93	140	38 900	48 200	57 500
- Alsace	10	19	29	27 500	36 000	44 500
- Franche-Comté	37	74	112	21 500	28 300	35 000
Massif-Central	50	101	151	18 300	23 000	27 700
- Auvergne	45	89	134	18 000	22 600	27 200
- Limousin	6	12	18	21 500	26 900	32 300
Sud-Est	59	119	178	17 600	23 000	28 300
- Rhône-alpes	56	113	169	17 900	23 600	29 200
- PACA	1	3	4	11 200	13 300	15 400
- L.-Roussillon	2	3	5	19 500	23 000	26 600
- Corse	0	0	0	0	0	0
Centre	48	96	144	41 300	49 400	57 400
- Champagne-Ardenne	24	49	73	46 300	54 400	62 600
- Bourgogne	11	23	34	35 300	43 300	51 300
- Centre	12	25	37	37 300	45 200	53 100
France	791	1 582	2 374	23 800	30 600	37 300

Sources : RICA France 2000/ INRA Nantes